

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 956

10 avril 2015

SOMMAIRE

Absolute Return Strategy Sicav	45847	IVS Group S.A.	45878
Adveq Europe Luxembourg S.à r.l.	45850	Lamazère S.A.	45844
Afod S.A.	45866	La Muserolle S.A.	45849
Altice West Europe S.à r.l.	45886	Loubard S.A.	45849
Altmunster Investment S.A.	45843	Managed Funds Portfolio	45882
AT Holding S.A.	45852	Method Investments SICAV	45842
Belfil S.A.	45856	Monte Cristo SICAV-FIS	45855
Berlisa International S.A.	45855	Morgan Stanley Investment Funds	45850
Black Swan S.A. SPF	45843	Motwit S.A., SPF	45842
Capital Italia	45853	Multiple Managers Sicav	45846
CdR Capital S.à r.l.	45851	NAEV-Infrastruktur FCP-FIS	45847
D.E. Shaw AQ-SP Series 11-02 (Luxem- bourg)	45878	Piguet International Fund	45846
Dobermann Club du Grand-Duché de Lu- xembourg asbl	45865	Placeuro	45845
D-R Luxembourg International S.à r.l. ...	45865	Pommerit S.A.	45856
EFD Engineering S.A.	45849	Private Placement Opportunities SICAV- SIF	45857
EP Galileo France 2 S.à r.l.	45848	Rackman SA	45856
Eurofonprofit	45852	Share	45888
Euromobiliare International Fund	45851	Share Investments S.A.	45847
Flossbach von Storch Invest S.A.	45866	SPL Gestion	45844
Fotex Holding	45885	Stanhope	45843
Frontier Rare Earths Limited	45844	UBI SICAV	45854
Haute Horlogerie Benelux S.A.	45845	UniGarant: Best of Assets Konservativ (2015)	45854
IMI S.A.	45845	Universal-Investment-Luxembourg S.A.	45853
Insinger de Beaufort Manager Selection Si- cav	45848	Viveoo	45873
International Financing Partners S.A. - SPF	45842	Wampum	45881

International Financing Partners S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 48.973.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme INTERNATIONAL FINANCING PARTNERS S.A.-SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 27 avril 2015 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2014.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015053369/750/18.

Method Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 165.419.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on 29 April 2015 at 10.00 a.m. with the following agenda :

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2014
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bd.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2015053362/755/18.

Motwit S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 8.351.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 avril 2015 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2014, et affectation du résultat
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2014.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2015053355/1023/18.

Stanhope, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 107.997.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on *29 April 2015* at 11.00 a.m. with the following agenda :

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2014
3. Allocation of Results
4. Discharge to the Directors
5. Appointment of the Authorised Auditor
6. Statutory Elections

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bd.lux) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2015053367/755/19.

Altmunster Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 107.260.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, le *29 avril 2015* à 17.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015053354/534/17.

Black Swan S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 176.066.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi *22 avril 2015* à 11:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2014.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015047511/1267/18.

Frontier Rare Earths Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 39, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 157.012.

Notice is hereby given that the

ANNUAL AND SPECIAL MEETING

of the holders of ordinary shares of Frontier Rare Earths Limited will be held at the Novotel Luxembourg Centre, 35, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, on *May 14, 2015* at 2.00 p.m. Luxembourg Time. The detailed agenda is included in the Management Information Circular available on the Company's web site www.frontierrareearths.com.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015052812/12.

SPL Gestion, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 156.431.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav SPL GESTION à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

(" l'Assemblée ") qui se tiendra le *30 avril 2015* à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015053366/755/24.

Lamazère S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 19.128.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIREqui se tiendra le *21/04/2015* à 9.00 heures au siège avec pour*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2014
3. Affectation des résultats au 31/12/2014
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015048113/18.

Placeuro, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1490 Luxembourg, 16, rue d'Eprenay.

R.C.S. Luxembourg B 31.183.

Les actionnaires de Sicav PLACEURO sont invités à assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Qui se tiendra le mardi 28 avril 2015 à 11 heures 30 à l'hôtel Parc Belair, 111 Avenue du 10 Septembre à L-2551 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur.
2. Présentation et approbation du bilan et du compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31 décembre 2014.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et Réviseur.
4. Nominations statutaires.
5. Questions diverses.

Avis aux détenteurs d'actions au porteur :

La Loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur stipule que ces titres au porteur doivent être immobilisés avant le 18 février 2016. Les titres encore en circulation à cette date seront annulés. Sicav PLACEURO recommande aux détenteurs d'actions au porteur de prendre contact soit avec COFIBOL, agent de registre et dépositaire pour les actions au porteur de la Société, sis au 16 rue d'Eprenay L-1490 Luxembourg, soit avec leur distributeur habituel afin de connaître les démarches à effectuer.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015053365/755/24.

Haute Horlogerie Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J-F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 96.159.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 7 mai 2015 à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation des résultats
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Délibération et décision sur la continuité éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015053360/755/20.

IMI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.

R.C.S. Luxembourg B 152.981.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Référence de publication: 2015035132/10.

(150039039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Piguet International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 16, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 111.653.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the :

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company (L-1258 Luxembourg, 16 rue Jean-Pierre Brasseur) on *April 30, 2015* at 9.00 a.m. with the following agenda :

Ordre du jour:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorised Auditor ;
2. Approval of the Financial Statements as at 31 December 2014 ;
3. Allocation of Results ;
4. Discharge of the Directors ;
5. Renewal of the mandate of the Authorised Auditor ;
6. Statutory Elections.

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (cld.inf@bcee.lu) at least five calendar days before the Meeting.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015053364/755/21.

Multiple Managers Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 53.934.

We have the honour to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of MULTIPLE MANAGERS SICAV, which will be held at the registered office on *April 29, 2015* at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended December 31, 2014
3. Allocation of the net results
4. To discharge the Directors with respect to their performance of duties during all or part of the financial year ended December 31, 2014
5. To elect the Directors and Auditor to serve for the financial year ending December 31, 2015
6. Directors' fees
7. Miscellaneous

Shareholders are advised that resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast by those shareholders present or represented and voting at the Annual General Meeting.

In case you should not be able to participate personally in the above Annual General Meeting, you have the possibility to have yourself represented. For this purpose, we kindly ask you to send - for organizational reasons by April 27, 2015 at the latest - the attached proxy completed and duly signed to MULTIPLE MANAGERS SICAV c/o RBC Investor Services Bank SA, 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, to the attention of Fund Corporate Services - Domiciliation (at fax +352 2460-3331).

Shareholders, who are holding shares of the Company through a financial intermediary or a nominee, should note that the proxy form must be returned to the financial intermediary or nominee in good time for its onward transmission to the Company by April 27, 2015.

If you wish to participate in person at this Annual General Meeting, we kindly ask you to inform the company, in writing, at the address mentioned above, not later than April 24, 2015.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015053363/755/33.

Absolute Return Strategy Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 90.086.

We have the honour to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of ABSOLUTE RETURN STRATEGY SICAV, which will be held at the registered office, on *April 29, 2015* at 2.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended December 31, 2014
3. Allocation of the net results
4. To discharge the Directors with respect to their performance of duties during all or part of the financial year ended December 31, 2014
5. To elect the Directors and Auditor to serve for the financial year ending December 31, 2015
6. Directors' fees
7. Miscellaneous

Shareholders are advised that resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast by those shareholders present or represented and voting at the Annual General Meeting.

In case you should not be able to participate personally in the above Annual General Meeting, you have the possibility to have yourself represented. For this purpose, we kindly ask you to send - for organizational reasons by *April 27, 2015* at the latest - the attached proxy completed and duly signed to ABSOLUTE RETURN STRATEGY SICAV c/o RBC Investor Services Bank SA, 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, to the attention of Fund Corporate Services - Domiciliation (at fax +352 2460-3331).

Shareholders, who are holding shares of the Company through a financial intermediary or a nominee, should note that the proxy form must be returned to the financial intermediary or nominee in good time for its onward transmission to the Company by *April 27, 2015*.

If you wish to participate in person at this Annual General Meeting, we kindly ask you to inform the company, in writing, at the address mentioned above, not later than *April 24, 2015*.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015053357/755/33.

NAEV-Infrastruktur FCP-FIS, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds NAEV-Infrastruktur FCP-FIS, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 10. April 2015.

Für den NAEV-Infrastruktur FCP-FIS

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015049556/12.

(150056417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Share Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 124.313.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015034708/9.

(150038864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Insinger de Beaufort Manager Selection Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 75.761.

We have the honour to invite you to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of INSINGER DE BEAUFORT MANAGER SELECTION SICAV, which will be held at 11-13 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, on *April 29, 2015* at 11.30 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Auditor
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended December 31, 2014
3. Allocation of the net results
4. To discharge the Directors with respect to their performance of duties during all or part of the financial year ended December 31, 2014
5. To elect the Directors and Auditor to serve for the financial year ending December 31, 2015
6. Directors' fees
7. Miscellaneous

Shareholders are advised that resolutions will be passed by a simple majority of the votes cast by those shareholders present or represented and voting at the Annual General Meeting.

In case you should not be able to participate personally in the above Annual General Meeting, you have the possibility to have yourself represented. For this purpose, we kindly ask you to send - for organizational reasons by April 27, 2015 at the latest - the attached proxy completed and duly signed to Insinger de Beaufort Manager Selection SICAV c/o RBC Investor Services Bank SA, 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, to the attention of Fund Corporate Services - Domiciliation (at fax +352 2460-3331).

Shareholders, who are holding shares of the Company through a financial intermediary or a nominee, should note that the proxy form must be returned to the financial intermediary or nominee in good time for its onward transmission to the Company by April 27, 2015.

If you wish to participate in person at this Annual General Meeting, we kindly ask you to inform the company, in writing, at the address mentioned above, not later than April 24, 2015.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015053361/755/33.

EP Galileo France 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 9.933.575,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 16, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 132.850.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société prises en date du 20 février 2015 que:

- Mr. Francesco Piantoni, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a démissionné de son mandat de gérant de la Société avec effet au 28 février 2015; et que,
- Mr. Tan An Huynh, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, a été nommé en tant que Gérant de la Société pour une période indéterminée avec effet au 1^{er} mars 2015.

La gérance de la société se compose donc comme suit au 1^{er} Mars 2015:

- Tan An HUYNH, gérant
- Andrew HOOK, gérant
- Jerome PETIT, gérant

Pour extrait conforme

A Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015035665/21.

(150040257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Loubard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 138.061.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 21 avril 2015 à 09.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2015048908/833/18.

EFD Engineering S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 178.349.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 avril 2015 à 09.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2015048906/833/18.

La Muserolle S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 178.822.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 22 avril 2015 à 09.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2014,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*Référence de publication: 2015048907/833/18.

Morgan Stanley Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 29.192.

The shareholders of MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS (the "Company") are invited to attend the
ANNUAL GENERAL MEETING

to be held on Tuesday, 12 May 2015, at 10.30 a.m. CET at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the report of the Board of Directors and the report of the auditor for the financial year ended 31 December 2014.
2. Approval of the audited annual accounts and of the allocation of the results for the financial year ended 31 December 2014.
3. Ratification of the distributions as detailed in the audited annual accounts for the financial year ended 31 December 2014.
4. Granting of discharge to the directors of the Company with respect to the performance of their duties for the financial year ended 31 December 2014.
5. Re-appointment of Andrew Mack, William Jones, Michael Griffin and Henry Kelly as directors of the Company until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the audited annual accounts for the financial year ending 31 December 2015.
6. Ratification and approval of the payment of directors' fees to the directors of the Company for the financial year ended 31 December 2014.
7. Re-appointment of the auditor of the Company, Ernst & Young S.A., to serve until the next annual general meeting of shareholders which will deliberate on the audited annual accounts for the financial year ending 31 December 2015.
8. Miscellaneous.

Resolutions on the agenda of the annual general meeting will require no quorum and the resolutions will be passed by a simple majority of the shares represented and voting.

All shareholders are entitled to attend and vote and are entitled to appoint proxies to attend and vote instead of them. A proxy need not be a member of the Company. If you cannot attend this meeting, please return the form of proxy duly dated and signed and marked for the attention of Myriam Lambrech, c/o J.P. Morgan Bank (Luxembourg) S.A., Company Administration Department, European Bank & Business Centre, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, prior to Friday 8 May 2015 at 5 p.m.

Référence de publication: 2015051512/35.

Adveq Europe Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.713,48.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 186.705.

—
EXTRAIT

En date du 27 février 2015, les associés de la Société ont décidé comme suit:

- D'accepter la démission de Monsieur Rainer Markus Ender en tant que gérant, pouvoir de signature: signature A et ce avec effet au 17 février 2015;

- De nommer Monsieur Richard Damming, né le 19 avril 1980 à Rotterdam, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 56, Affolternstrasse, 8050 Zurich, Suisse, en tant que gérant, pouvoir de signature: signature A, et ce avec effet au 17 février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2015.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2015034804/19.

(150039784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

EUROFUNDLUX, Euromobiliare International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 82.461.

Les actionnaires sont convoqués à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 avril 2015 à 11 heures au siège social de la société sous rubrique avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Compte rendu d'activité du Conseil d'Administration et rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice social clôturé au 31 décembre 2014
2. Approbation des Etats Financiers au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat
4. Nominations statutaires
5. Rémunération des Administrateurs pour l'exercice 2015
6. Nomination du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an
7. Divers

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée puisse délibérer valablement.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action, quels que soient le compartiment et la classe ou sous-classe auxquels elle se rapporte et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire dans son compartiment et sa classe ou sous-classe, donne droit à une voix.

Pour pouvoir assister ou être représenté à l'Assemblée Générale Ordinaire, le propriétaire d'actions au porteur sera tenu de déposer son récépissé de souscription ou tout autre document probant aux guichets de l'une des agences mentionnés ci-dessous, accompagné éventuellement d'une procuration cinq (5) jours francs avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Sont admis à assister ou être représentés à l'Assemblée Générale Ordinaire tous les actionnaires nominatifs inscrits dans le registre des actionnaires (5) cinq jours francs avant la tenue de ladite Assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives devront aviser le Conseil d'Administration de la Société par écrit cinq (5) jours francs avant l'Assemblée de leur intention d'y participer soit personnellement, soit par procuration, laquelle devra être déposée cinq (5) jours francs avant l'Assemblée à l'un des guichets mentionnés ci-dessous.

Au Grand Duché de Luxembourg : Credem International (Lux) S.A., 10/12 Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

En Italie : BNP Paribas Securities Services (Succursale di Milano), Via Ansperto,5 - I-20121 Milano

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration en désignant un représentant de l'Agent Domiciliaire, c'est-à-dire Credem International (Lux) S.A., comme mandataire. Des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au Siège Social de la Société ; la procuration doit être communiquée au mandataire endéans le délai indiqué ci-dessus, moyennant câble, télégramme, télex, téléfax ou tout moyen similaire soit directement à Credem International (Lux) S.A., soit par l'intermédiaire de BNP Paribas Securities Services (Succursale di Milano).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015049599/39.

CdR Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 172.030,00.

Siège social: L-1221 Luxembourg, 169, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 184.760.

Extrait de la résolution circulaire adoptée par le conseil de gérance en date du 6 février 2015

En date du 6 février 2015, le conseil de gérance a pris la résolution suivante:

Le siège social de la Société est transféré en date du 1^{er} janvier 2015 du 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg au 169, rue de Beggen, L-1221 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CDR CAPITAL S.A R.L.

Un mandataire

Référence de publication: 2015035581/15.

(150040187) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Eurofonprofit, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 64.586.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held on *April 28 2015* at 2.30 p.m. at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Director's and the Auditor's Report;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended December 31, 2014;
3. Allocation of the net results;
4. Discharge to the directors with respect to their performance of duties during the financial year ended December 31, 2014;
5. Re-election of Mr Jaime CANAS, Mrs Maria Elvira CASTROMIL and Mr Jorge GRANADO as directors of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2016;
6. Re-election of KPMG Audit S.à r.l. as statutory auditor of the Company until the next Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2016;
7. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Meeting and that resolutions will be passed by a simple majority of those shareholders present or represented and voting.

In case you should not be able to participate personally in the above meeting, you have the possibility to have yourself represented. For this purpose, we kindly ask you to send - for organizational reasons by April 27, 2015 at the latest - the attached proxy completed and duly signed to EUROFONPROFIT c/o RBC Investor Services Bank S.a., 14 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, for the attention of Fund Corporate Services (fax: +352 2460-3331).

If you wish to participate in person at this annual general meeting, we kindly ask you to inform the company, in writing, at the address mentioned above, not later than April 23, 2015.

Shareholders, who are holding shares of the Company through a nominee, should note that the proxy form must be returned to the nominee in good time for its onward transmission to the Company by April 27, 2015.

Copies of the audited annual report for the financial year ended December 31, 2014 are available at the registered office of the Company.

EUROFONPROFIT

The Board of Directors

Référence de publication: 2015053359/755/35.

AT Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 177.123.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi *21 avril 2015* à 16:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2014.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015047510/1267/19.

Capital Italia, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 8.458.

The Shareholders, you are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders ("AGM") of the Company, which will be held at its registered office on Tuesday 28 April 2015 at 10:00 am CET, with the following agenda:

AGM Agenda:

1. Review of the report of the Board of Directors and of the Independent Auditors ("Réviseurs d'Entreprises") of the Company for the financial year ended 31 December 2014.
2. Approval of the Audited annual report of the Company for the financial year ended 31 December 2014.
3. Decision on the allocation of net results.
4. Discharge of the Directors of the Company for the financial year ended 31 December 2014.
5. Election of Mr. Enrico Turchi, Mrs. Cinzia Tagliabue and Mr. David Glassey as Directors of the Company until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2016.
6. Renewal of Independent Auditors' mandate for PRICEWATERHOUSECOOPERS S.À R.L. until the Annual General Meeting of Shareholders to be held in 2016.
7. Miscellaneous.

Attendance

- **Proxy form:** If you cannot be present in person and wish to be represented at the AGM, you are entitled to appoint a proxy holder to vote for you. A proxy holder does not need to be a Shareholder of the Company. The proxy form will remain in force if the AGM, for any reason, is postponed. The proxy form can be requested and returned by fax to +352 45 14 14 439 marked for the attention of Ms. Carole BENINGER or Mr. Olivier LANSAC, or by mail to the following address: 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange. To be valid, the proxy form must be completed and received at the registered office of the Company prior to 5:00 pm CET on Thursday 23 April 2015.
- Shareholders wishing to attend the AGM shall notify the Company of their intent to do so at least by 5:00 pm CET on Thursday 23 April 2015.
- **Blocking Certificate:** Holders of bearer shares, for which a physical certificate has been issued, will be admitted to take part and vote at the AGM by providing a blocking certificate. This document (to be sent with the proxy form if you intend to be represented) shall be issued by the bank, the professional securities' depositary or the financial institution where the physical share certificate is on deposit. It must indicate the number mentioned on the share certificate and confirm that the share certificate itself is kept in a vault until midnight of the AGM date.

No quorum is required and decisions will be passed by a simple majority of the shares present or represented at the AGM.

The Audited Annual Report can be obtained on request at the registered office of the Company.

The Board of Directors

Capital Italia

Référence de publication: 2015053358/755/40.

Universal-Investment-Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 75.014.

Das Verwaltungsreglement, betreffend den Fonds Alternative Fixed Income Fund, welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 10. April 2015.

Für den Alternative Fixed Income Fund

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Marc-Oliver Scharwath / Eva-Maria Wimmer

Référence de publication: 2015044766/14.

(150051056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2015.

UBI SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 36.503.

Notice is hereby given to the shareholders of UBI SICAV (the "Company") that an

EXTRAORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

shall be held before notary, at 22-24 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, on *April 29, 2015*, at 2:00 p.m. local time with the following agenda:

Tagesordnung:

1. Amendment to article 3 of the Articles of Incorporation to be reworded as follows:
"The Company's sole purpose shall be the investment of its assets in transferable securities and money market instruments of all kinds and/or in other assets referred to under part I of the law of 17 December 2010 (hereinafter referred to as the "2010 Law") relating to undertakings for collective investments, with a view to spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of its management. The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object to the largest extent permitted under the 2010 Law, as such Law may be amended from time to time. The Company appoints a management company pursuant to the provisions of Chapter 15 of the 2010 Law."
2. Suppression of the possibility to issue bearer shares and subsequent amendment to articles 8, 13, 25, 27 and 29 of the Articles of Incorporation to reflect such suppression.
3. Revision of articles 5, 14 II. d), 16 (case of suspension + Master/Feeder structure), 23 paragraph 3, 27 (merger between sub-funds), 30 and 33.
4. Amendment to article 20 of the Articles of Incorporation concerning the investment possibilities, more particularly the possibility to adopt master/feeder structures, of cross investment between sub-funds and of limitations to invest in other UCITS/UCIs.

In order for the meeting to validly deliberate upon the items of the agenda, a quorum of 50% of the issued share capital is required and the approval of any of the resolutions requires the consent of shareholders holding at least 2/3 of the voting rights cast at the Extraordinary General Meeting of shareholders.

If the quorum is not reached the Extraordinary General Meeting of shareholders will have to be reconvened in the manner prescribed by Luxembourg law. The reconvened meeting may validly deliberate on the same above agenda without any quorum.

Shareholders may vote in person or by proxy. Each share is entitled to one vote.

Holders of registered shares will receive by mail, at their address, a copy of this convening notice together with the relevant form for requesting the Attendance Form or giving proxy and voting instructions (if any).

Holders of bearer shares, in order to attend the Meeting, will have to register with the bearer shares depositary and deposit their shares five banking working days before the Meeting to:

- a) Banque Internationale à Luxembourg, 69 route d'Esch, L-2953 Luxembourg (acting on behalf of the Registrar and Transfer Agent of the SICAV: RBC Investor Services Bank S.A.), or
- b) RBC Investor Services Bank S.A., Via Vittor Pisani, 26, I-20124 Milano (acting as paying agent of the SICAV in Italy).

THE BOARD OF DIRECTORS

Référence de publication: 2015053368/755/41.

UniGarant: Best of Assets Konservativ (2015), Fonds Commun de Placement.

Der Fonds UniGarant: Best of Assets Konservativ (2015) (WKN: A0RC8W / ISIN: LU0400733969) wurde gemäß Artikel 27 des Sonderreglements i.V.m. Artikel 12, Ziffer 3. Buchstabe a) des Verwaltungsreglements nach Ablauf der Laufzeit des Fonds zum 31. März 2015 aufgelöst und liquidiert.

Der Liquidationserlös wurde den Depotinhabern durch die depotführenden Stellen gutgeschrieben. Die Verwaltungsgesellschaft erklärt die Liquidation somit für abgeschlossen.

Der Liquidationsbericht kann bei der Verwaltungsgesellschaft, Union Investment Luxembourg S.A., 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, angefordert werden.

Luxemburg, im April 2015.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2015053352/13.

Monte Cristo SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 154.532.

The board of directors of the Company (the Board) hereby informs shareholders of Monte Cristo SICAV-FIS - Wealth Fund, the last remaining sub-fund of the Company that at the first extraordinary general meeting of the shareholders of the Company, which was held before Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 31 March 2015 at 2:45 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company (the First EGM), no shares of the 40,851 outstanding shares of the Company were present or represented and the quorum required by article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the Companies Act) was therefore not reached.

Consequently, we hereby convene shareholders to the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING
(the Second EGM)

in accordance with article 67-1 (2) of the Companies Act, to be held on 12 May 2015 at 2 p.m. (Luxembourg time) at the registered office of the Company to vote on the following agenda:

Agenda:

1. decision to dissolve the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire) with immediate effect;
2. decision to appoint Deloitte Tax & Consulting, société à responsabilité limitée, represented by Mr Michael JJ Martin or Mr Eric Collard, with full power of substitution, each of them having individual power to represent Deloitte Tax & Consulting, société à responsabilité limitée, as liquidator of the Company (the Liquidator), subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the CSSF);
3. decision to (i) confer to the Liquidator the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of Companies Act; (ii) authorise the Liquidator to carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Companies Act, without the prior authorisation of the Shareholders; (iii) authorise the Liquidator to delegate, under its own responsibility, its powers, for specific operations or tasks, to one or several persons or entities; and (iv) authorise the Liquidator to make advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders, in accordance with article 148 of the Companies Act;
4. decision to (i) instruct the Liquidator to realise at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company, to pay the debts of the Company and to issue a report on the liquidation of the Company; (ii) authorise the Liquidator, under its own responsibility, to delegate for certain determined operations, the whole or part of its powers to one or more proxies; and (iii) acknowledge that the Liquidator must not draw up an inventory and may rely on the books and accounts of the Company;
5. decision to appoint PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, the current auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company (the Auditor) as auditor (réviseur d'entreprise agréé) of the Company in respect of the liquidation of the Company.

We would much appreciate if shareholders could inform the Company at least two business days prior to the Meeting by email at e.mick@edr.com or by phone (00352 24 88 2462), if they have the intention to attend physically the Meeting.

Shareholders are advised that no quorum is required for the Second EGM to validly deliberate and vote upon items of its agenda and that resolutions to be adopted at the Second EGM require a two-thirds majority of the votes validly cast, abstentions, invalid and blank votes not being taken into account. Each Share is entitled to one vote.

Référence de publication: 2015052532/10183/45.

Berlisa International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 93.814.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015034883/9.

(150039079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Belfil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2bis, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 86.819.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 21 avril 2015 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2014
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015049613/788/17.

Pommerit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 158.230.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 20 avril 2015 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2014, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2014.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015049608/1023/17.

Rackman SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 51, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 136.435.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de l'actionnaire unique du 25 février 2015 à 09:00 heures

Septième résolution

L'actionnaire unique décide de nommer un nouvel administrateur à savoir la société luxembourgeoise Letman SA immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 162 461 ayant son siège social au 51 avenue de la Gare L-1611 Luxembourg avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2016. Letman SA en sa qualité d'administrateur sera représentée par Monsieur Frédéric Seince, né à Rodez, France, le 1^{er} février 1970, demeurant professionnellement au 51 avenue de la Gare L-1611 Luxembourg.

Huitième résolution

L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat de Frédéric Seince et Svetlana Bugaeva en qualité d'administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Neuvième résolution

L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat du commissaire aux comptes Audiex S.A. pour les exercices comptables commençant en janvier 2014 et en janvier 2015.

Référence de publication: 2015035987/20.

(150040342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Private Placement Opportunities SICAV-SIF, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, Boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 195.919.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of March.

Before us Maître Jean-Paul MEYERS, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

QUAESTOR Vermogensbeheer, a "Naamloze Vennootschap", a public limited liability company, incorporated and existing under the laws of Belgium, having its registered office at Hof ter Weze 7, 8800 Roeselare, Belgium, registered with the Belgian companies register (Banque-Carrefour des Entreprises) under number 0472.290.525;

here represented by Laetitia Delolmo residing professionally in Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal (the "Party").

The above mentioned proxy, being initialed *ne varietur* by the Party, and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Party has, in the capacity of which it acts, requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles of Association") of a public limited company ("société anonyme"), the incorporation of which was approved by the Party.

Art. 1. Form. There is hereby formed among the subscriber(s) and all persons who may become holder of shares hereafter issued, a company (the "Company") in the form of a public limited company ("société anonyme"), formed as an investment company with variable capital ("SICAV") and specialized investment fund ("Specialized Investment Fund"), governed by these Articles of Association and by current Luxembourg laws, and notably by the law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (the "1915 Law") and the law of 13 February 2007 on Specialized Investment Funds, as amended (the "2007 Law"). The Company qualifies as alternative investment fund under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law") and is registered as alternative investment fund manager ("AIFM") in compliance with Article 3(3) of the AIFM Law.

Art. 2. Name. The Company's name is Private Placement Opportunities SICAV-SIF.

Art. 3. Purpose. The Company's exclusive object is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for the investors the benefit of the results of the management of these assets according to its investment objectives and policies in accordance with the provisions of the 2007 Law and applicable Luxembourg Supervisory Authority's (the "CSSF") circulars.

The investment objectives and strategy of the Company are more fully described in the Company's private placement memorandum (the "Private Placement Memorandum").

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and in particular, without limitation, grant any assistance, loans, advances or guarantees and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed from third parties or from its shareholders (the "Shareholders").

In addition, the Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly to all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose to the full extent permitted by the 2007 Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the board of directors of the Company (the "Board of Directors") may decide to transfer the Registered Office within the municipality by a resolution of the Board of Directors. The Board of Directors shall further have the right to set up branches, offices, administrative centers and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

Where the Board of Directors determines that extraordinary political, economical or social developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at the Registered Office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its Registered Office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Duration. The Company is constituted for an unlimited duration.

The Company may be terminated at any time by a decision of the general meeting of Shareholders in the manner required for the amendment of these Articles of Association.

The life of the Company does not come to an end upon the death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any Shareholders or members of the Board of Directors (each a "Director").

Art. 6. Share Capital. The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand Euros (EUR 31,000) divided into thirty-one (31) fully paid-up Company shares (the “Shares”), with no par value.

The minimum subscribed capital of the Company, which must be achieved within twelve (12) months as from the date on which the Company has been authorized as a Specialized Investment Fund by the CSSF, shall be one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) as required by the 2007 Law (the “Minimum Capital”).

The capital of the Company shall at any time be equal to the total net assets of the Company as determined in accordance with article twelve (12) hereafter.

Art. 7. The sub-funds and classes of Shares. The Company is a multi-compartment structure consisting of one or several sub-funds, each one representing a specific portfolio of assets and liabilities. There is no cross liability between sub-funds. Each sub-fund is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to it. The investment objective and policy as well as other specific features of each sub-fund will be set forth in the Private Placement Memorandum. The Board of Directors may decide to create at any time additional sub-funds or to close an existing sub-fund.

The Board of Directors may decide to issue, within each sub-fund, separate classes of shares, which may carry different rights and obligations, inter alia with regard to their distribution policy and right to revenues, their fee structure, their minimum initial subscription and holding amounts or their target investors. The specific features of the classes within each sub-fund will be set forth in the Private Placement Memorandum. The Board of Directors may create at any time additional classes or close an existing class. Series of class may be issued as further specified in the Private Placement Memorandum.

Art. 8. Shares’ form / Shareholder register. Shares will only be issued in registered form. All issued Shares shall be registered in the Shareholder register. Such register shall contain the name and address of each Shareholder, the number of Shares held by it and, if applicable, their date of transfer.

The Company will recognize only one holder in respect of each Share. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant Share or Shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

The registration of the Shareholder’s name in the register of Shares evidences its right of ownership over such registered Shares. The Shareholder shall receive a written confirmation of its shareholding. The Shareholder may, at any time, change its address as entered in the Shareholder register by means of a written notification to the Company at its Registered Office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of Shares may be issued, up to three (3) decimal places.

Art. 9. Shareholders. The holding of Shares is exclusively restricted to well-informed investors as defined in the 2007 Law (the “Well-Informed Investors”).

The Board of Directors shall have the power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose notably of ensuring that no Shares are acquired or held by:

(a) any person in breach of these Articles of Association, the Private Placement Memorandum, the law or requirement of any country or governmental authority, or

(b) any person in circumstances which in the opinion of the Board of Directors might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any other pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

For such purposes the Board of Directors may at its discretion and without liability:

a) decline to issue any Share and decline to register any transfer of a Share where it appears to it that such registration or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such Share being held by a person who is precluded from holding Shares;

b) at any time require any person whose name is entered in the Shareholder register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not legal or beneficial ownership of such Shares rests or will rest in a person who is precluded from holding Shares; and

c) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding Shares is a legal or beneficial owner of Shares or holds Shares, cause the Company compulsorily to repurchase from any such Shareholder all Shares held by such Shareholder.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding Shares at any meeting of Shareholders.

Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of Shares by any “US person” or any other restricted person as defined in the Private Placement Memorandum or compulsorily redeem Shares directly or indirectly held by them.

Art. 10. Issue of Shares. Shares shall be issued by way of subscriptions or commitments and capital calls mechanisms, during the initial and subsequent subscription or closing periods as further described in the Private Placement Memorandum.

Shares shall in principle be issued at their respective net asset value unless otherwise provided for in the Private Placement Memorandum (e.g in case of issue of series of Shares or capital calls). In particular, the Board of Directors may

decide to issue Shares at a certain amount (e.g. for the purposes of performance fee calculation) which would be disclosed in the Private Placement Memorandum.

The Board of Directors may also decide that a subscription fee has to be paid as indicated in the Private Placement Memorandum.

All Shares will be allotted immediately upon acceptance by the Board of Directors of each subscription or commitment and payment must be received by the Company within the period of time indicated in the Private Placement Memorandum. If payment is not received, the relevant allotment of Shares may be rejected or cancelled at the risk and cost of the investor. Payments should be made as indicated in the Private Placement Memorandum.

Payments in kind may be made and are subject to prior approval of the Board of Directors. Any payment in kind shall be subject, if necessary, to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the contribution in kind, the costs of which shall be borne by the relevant Shareholder.

The Board of Directors reserves the right to accept or refuse any application of subscription for Shares in whole or in part, in which case a notice of rejection will be mailed to the applicant and the subscription amount re-transferred as indicated in the Private Placement Memorandum.

The issue of Shares of any sub-fund shall be suspended on any occasion when the calculation of the net asset value thereof is suspended.

Art. 11. Transfer and conversion of Shares. A Shareholder may transfer Shares to the existing Shareholders or to any third party solely with the prior written approval of the Board of Directors, and the Board of Directors may in its discretion and without indicating any reason decline to approve or register such transfer.

No transfer of all or any part of any Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if:

a) the Transfer of Shares would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg or any other jurisdiction or effect the Fund or any Sub-Fund to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Fund or result in a violation of any term or condition of the Articles of Association of the Fund or of this Private Placement Memorandum; and/or

b) the transfer would result in a violation of any term or condition of the Articles of Association or Private Placement Memorandum;

c) the transfer would result in the Company being required to register as a restricted person as defined in the Private Placement Memorandum; and;

It shall be a condition of any transfers that:

a) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is a Well-Informed Investor, and that the proposed transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it;

b) the transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor's subscription agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company.

The Shareholder wishing to transfer its Shares will be responsible for all costs associated with any attempted or realized transfer.

Unless otherwise provided for within the Private Placement Memorandum, Shares of a sub-fund may not be converted for Shares in another sub-fund at the request of the Shareholders.

Art. 12. Net asset value. The net asset value of the Company shall be determined as often as the Board of Directors may think useful, but in no event less than once a year. The frequency and way of calculation of the net asset value calculation are further described in the Private Placement Memorandum.

The net asset value will be expressed in Euro and shall be determined by the Board of Directors on the basis of the valuation of the underlying assets of the Company as provided by the Board of Directors on each valuation date by aggregating the value of all assets of the Company and deducting all liabilities of the Company. The Valuation principles used for this purpose will be described in the Private Placement Memorandum and may differ from one sub-fund to another one depending on the type of invested assets.

Art. 13. Suspension. The Board of Directors may temporarily suspend the calculation of the net asset value during:

a) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board of Directors, or the existence of any state of affairs in the market, disposal of the assets owned by the Fund on account of each Sub-Fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of the Shareholder or if in the opinion of the Board of Directors issue, sale and/or redemption prices cannot fairly be calculated; or

b) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Fund's or on the accounts of such Sub-Fund assets or if for any reason the value of any asset of the Fund on account of each Sub-

Fund which is material in relation to the determination of the Net Asset Value (as to which materiality the Board of Directors shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required; or

c) any period when the value of any fully-owned (direct or indirect) subsidiary of the Fund or on the account of such Sub-Fund may not be determined accurately; or

d) any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

e) any period when any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

f) upon the decision to wind up the Fund or on the account of such Sub-Fund; or

g) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately ascertained.

The suspension of the calculation of the net asset value of any particular sub-fund and/or class shall have no effect on the determination of the net asset value per Share of the relevant class or on the issue, redemption and conversion of Shares of any class and/or sub-fund that is not suspended.

The suspension of the calculation of the net asset value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the Board of Directors is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

The suspension period should in principle not exceed three (3) months otherwise the Board of Directors may decide either to redeem Shares or to liquidate the Company at the best interests of the Shareholders.

Art. 14. Shares' redemption. The Company is an open-ended Specialized Investment Fund. However, the Board of Directors may decide, depending on the investment strategy and objectives of each sub-fund to launch closed-ended sub-funds.

Redemptions will be made in accordance with the principles set forth in the Private Placement Memorandum for each sub-fund.

Shareholders wishing to have all or any of their Shares redeemed (where possible) at the redemption price on a valuation date, should deliver to the registered office of the Company or the office of the central administration and paying agent before the relevant cut-off time indicated in the Private Placement Memorandum, the written request for redemption in the prescribed form duly signed. Redemptions received before that cut-off time will be dealt with on the basis of the relevant net asset value established on the relevant valuation date. Redemption requests received after that cut-off time will be dealt with on the basis of the net asset value of the next valuation date. In all cases, the decision to redeem Shares shall be irrevocable, except under exceptional circumstances and subject to the prior approval of the Board of Directors and of the concerned Shareholder.

The payment of the redemption price may be made in cash or consideration in kind at the Board of Directors' request, subject however to the prior approval of the concerned Shareholders. The allotment of Company's assets in respect of redemption for consideration in kind shall be fair and not detrimental to the interests of the other Shareholders of the Company. Any redemption for consideration in kind shall be subject, if necessary, to the confirmation by an auditor's special report of the valuation of the Company and of the Company's assets to be allocated, the costs of which shall be borne by the Company.

Any redemption request which would reduce the value of a Shareholder's holding below the minimum holding amount as stipulated in the Private Placement Memorandum may be treated, at the discretion of the Board of Directors, as a request for the redemption of the Shareholder's entire holding. However, Shareholders will not be required to redeem their entire holding if the value of that holding has declined to less than the minimum holding amount as a result of a decline in the net asset value per Share of the relevant class and series.

All redeemed Shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

If, following redemption requests, it is necessary on a given valuation date to redeem more than the percentage indicated in the Private Placement Memorandum of the Shares of any given sub-fund, the Board of Directors may decide that part or all of redemptions within that sub-fund be deferred until the next valuation date. When the net asset value is next calculated, redemption applications that have been deferred will have priority over redemption applications received for that particular valuation date.

The Board of Directors may decide to compulsorily redeem Shares wholly or in part in the following circumstances:

a) The Shares are held by Shareholders not authorized to buy or own Shares in the Company, e.g. a Shareholder that no longer qualifies as Well-Informed Investors or such Shareholder (or an affiliate of the same) that becomes a US person as referred to in the Private Placement Memorandum;

b) In the event that a Shareholder is declared bankrupt, enters into an arrangement for the benefit of its creditors or goes into liquidation;

c) In case of liquidation or merger of sub-funds or classes of Shares;

- d) If Shareholders transfer Shares to other entities without the Board of Directors' knowledge, e.g. heritage, pledge;
- e) In all other circumstances as the Board of Directors may deem appropriate if in the interest of the Company.

Redemption prices shall be calculated according to the principles laid down in the Private Placement Memorandum. Except in the case c) above, the Board of Directors may impose such penalty as it deems fair and appropriate.

All redeemed Shares or fractions thereof shall be automatically cancelled.

Art. 15. Board of Directors. The Company will be managed by the Board of Directors, composed of not less than three (3) Directors. At least 50% of the Board of Directors should be representatives of Quaestor Vermogensbeheer NV or its group. The Directors need not be Shareholders.

The Directors shall be elected by the Shareholders at their annual general meeting for a period not exceeding six (6) years and shall hold office until their successor are elected. A Director may be removed with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the Shareholders.

In the event of vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and elect, by majority of vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of the Shareholders.

Art. 16. Chairman. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman (the "Chairman") who should be a representative of Quaestor Vermogensbeheer NV or its group and may choose from among its members one or more vice-chairmen (each a "Vice-Chairman"). It may also choose a secretary, who needs not to be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman, or two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of Shareholders or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore, or in their absence or inability to act, the Shareholders may appoint another Director or an officer of the Company as chairman pro tempore by vote of the majority of Shares present or represented at any such meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Directors, or in his absence or inability to act, the Vice-Chairman or another Director appointed by the Board of Directors shall preside as chairman pro-tempore.

The Board of Directors shall from time to time appoint any officer or agent of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, who need not be Directors or Shareholders. Any such appointment may be revoked at any time by the Board of Directors. The officers appointed unless otherwise stipulated in these Articles of Association, shall have the power and duties granted to them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by email, telefax or any other similar or electronic communication means from each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places set out in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another Director as his proxy, which appointment shall be in writing or by email, telefax or any other similar or electronic communication means.

Directors may also assist at board meetings and board meetings may be held by telephone link or telephone conference, provided that the vote is confirmed in writing or by email, telefax or any other similar or electronic communication means. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act with due authority if at least a majority of the Directors is present or represented at such meeting. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting, the Chairman having a casting vote.

Resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by facsimile or any other similar or electronic communication means. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro-tempore who presided at such meeting or by two (2) Directors.

Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the Chairman or by the chairman pro-tempore of that meeting, or by two (2) Directors or the secretary.

Art. 18. Power. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration, disposition and execution in the Company's interest. All powers not expressly restricted by law or by the Articles of Association to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors. In particular, in case of liquidation, the Board of Directors is empowered to appoint the liquidators of the Fund.

Art. 19. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which

need not be Directors, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

The Board may further decide to create either at the level of the Company or for a specific sub-fund any committee the members of which need not be Directors. The Board shall organize such committee functioning and determine the powers of their members as further described in the Private Placement Memorandum.

Art. 20. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers or agent or daily manager or employee of the Company is interested in, or is a director, associate, officer, agent, daily manager or employee of such other company or firm. Any Director, officer, agent, daily manager or employee of the Company who serves as a director, officer, agent, daily manager or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director, officer, agent, daily manager or employee of the Company may have, in any transaction of the Company, an interest opposite to the interests of the Company, such Director, officer, agent, daily manager or employee shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Director's, officer's, agent's, daily manager's or employee's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of Shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 21. Signature. The Company shall be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the individual signature(s) of any duly authorized Director or officer, or agent or daily manager of the Company or by the individual signature of the Chairman or any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 22. Indemnification. The Company will indemnify, out of its assets only, the managers, officers, employees and agents of the Company, the Board of Directors and any appointed investment manager (the "Investment Manager") for any claims, damages and liabilities to which they may become subject because of their status as managers, officers, employees or agents of the Company, the Board of Directors, or the Investment Manager, or by reason of any actions taken or omitted to be taken by them in connection with the Company. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which they may be entitled.

No indemnity shall be provided to the managers, officers, employees and agents of the Company, the Board of Directors and the Investment Manager for losses sustained (a) by reason of willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of their office; (b) where they shall have been finally adjudicated not to have acted in good faith and in the reasonable belief that their action was in the best interests of the Company; and/or (c) in the event of a settlement, unless there has been a suitable determination that such manager, officer, employee, agent of the Company, the Board of Directors or the Investment Manager did not engage in willful misfeasance, bad faith, negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office.

Art. 23. General meetings of Shareholders. The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders. Its resolutions shall be binding upon all Shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

If all Shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

The annual general meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the Registered Office or elsewhere as may be specified in the notice of meeting at 2 p.m. (Luxembourg time) on the thirty-first of May each year. The first annual general meeting of Shareholders shall be held on the thirty-first of May 2016.

If such day is a legal or bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the next banking day.

Other meetings of Shareholders, including meetings of Shareholders of one specific sub-fund or class of shares, may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time-limits provided by law shall govern the convening notices and the conduct of the general meetings of Shareholders unless otherwise provided herein.

Any Shareholder may participate in a general meeting of Shareholders by video conference, or by conference call or similar means of communication equipment which enables his/her identification and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting. The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any general meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each whole Share is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Association. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a proxy to another person in writing or by facsimile transmission or any other similar or electronic communication means, who need not be a Shareholder and who may be a Director.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles of Association, in which case the resolution will be passed with a majority of the two thirds (2/3) of the votes validly cast.

Art. 24. Financial Year. The Company's financial year begins on 1st January and closes on 31st December of the same year. The first financial year of the Company shall begin on the date of its incorporation and end on 31 December 2015.

Art. 25. Accounts. Each year, the Board of Directors will draw up the annual accounts of the Company. The annual accounts shall be approved by the annual general meeting of Shareholders upon proposal of the Board of Directors. The accounts shall be expressed in Euro.

Art. 26. Supervision. The operations of the Company and its financial situation shall be supervised by one independent auditor qualifying as a "réviseur d'entreprises agréé" who shall be appointed by the Shareholders. The independent auditor shall be remunerated by the Company and shall remain in office until its successor is appointed. The independent auditor shall fulfill all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 27. Distribution. Subject to permitted reinvestments, and the requirements of Luxembourg law, distributions shall be payable by the Company on its Shares upon decision by the Board of Directors in accordance with the Private Placement Memorandum.

No distribution may be made if after the declaration of such distribution the net asset value of the Company would fall below the Minimum Capital.

Dividends not claimed within six (6) years of their due date will lapse and revert to Company.

Art. 28. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with a financial institution, which shall satisfy the requirements of the 2007 Law. The depositary shall assume towards the Company and the Shareholders the responsibilities set out in the depositary agreement, the 2007 Law and any other applicable law.

In the event of termination of the depositary agreement or the resignation of the depositary, the Board of Directors shall use its best endeavors to find a financial institution to act as depositary and upon doing so the Board of Directors shall appoint such financial institution to be depositary in place of the former depositary.

Art. 29. Other contractual parties. The Company may enter into an investment advisory agreement in order to be advised and assisted while managing its portfolio, as well as enter into investment management agreements with one or more fund managers. In addition the Company may enter into any service agreement with other contractual parties, for example with regards to an administrative, registrar and transfer agent function.

Art. 30. Liquidation. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (whether natural persons or legal entities) named pursuant to a general meeting of Shareholders effecting such dissolution, in accordance with and subject to the provisions of the 1915 Law, and at which meeting the liquidators' powers and compensation shall be determined. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg law.

The net proceeds of liquidation in respect of each sub-fund or, as the case may be, of each class within each sub-fund, shall be distributed by the liquidators to the Shareholders of the relevant class in proportion to their holding of such Shares in such sub-fund or class, and whether such proceeds shall be distributed in cash or kind.

If the Company's Share capital (i.e. the aggregate of all sub-funds) falls below two-thirds (2/3) of the Minimum Capital, the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to a general meeting of Shareholders for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by a simple majority of the validly cast votes.

If the Company's Share capital falls below one quarter (1/4) of the Minimum Capital, the Board of Directors must submit a proposal for the Company's termination to the general meeting of Shareholders for deliberation. No quorum requirements will be applied; winding-up may be pronounced by the Shareholders owning one quarter (1/4) of the validly cast votes.

The aforesaid meetings shall be convened within forty (40) days of the date at which it was ascertained that the net assets fell below two-thirds or one quarter (1/4) of the Minimum Capital, respectively. Moreover, the Company may be terminated by resolution of the general meeting of Shareholders.

The resolutions of the general meeting of Shareholders or of a court of law pronouncing the termination and winding-up of the Company are to be published in the Mémorial and in two (2) newspapers with sufficiently wide circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. The choice of which newspapers are to carry the publication is made at the discretion of the liquidator(s).

The amounts that have not been claimed by the Shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation shall be deposited with the “Caisse de Consignation” in Luxembourg.

Art. 31. Termination, liquidation and merger of sub-funds or classes of shares. The Board of Directors may decide to close one or more classes or sub-funds if the net asset value of a sub-fund or of a class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund, or such class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or if a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a class or sub-fund would justify such liquidation or if necessary in the interest of the Shareholders.

In such event, the assets of the sub-fund or class will be realized, the liabilities discharged and the net proceeds distributed to Shareholders in proportion to their holding of Shares in that sub-fund or class. Notice of the termination of the sub-fund or class will be given in writing to the Shareholders and/or will be published in a Luxembourg newspaper or elsewhere, if required by law.

The amounts that have not been claimed by the Shareholders or their beneficiaries at the close of liquidation of a class or sub-fund shall be deposited with the “Caisse de Consignation” in Luxembourg.

Unless otherwise decided in the interest of, or in order to ensure equal treatment of Shareholders, the Shareholders of the relevant sub-fund or class of Shares may continue to request the redemption or the conversion of their shares, free of any redemption and conversion charges (except disinvestment costs) prior the effective date of the liquidation. Such redemption or conversion will then be executed by taking into account the liquidation costs and expenses related thereto.

A sub-fund or class may be merged (including by way of contribution) with another sub-fund or class of another sub-fund by decision of the Board of Directors if for any reason the value of the total net assets in any sub-fund or the net assets value of any class of Shares within a sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such sub-fund, or such class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or if a substantial modification in the political, economic, regulatory or monetary situation pertinent to a class or sub-fund would justify such merger or if necessary in the interests of the Shareholders or the Company. Notice of the merger will be given in writing to Shareholders at least one (1) month before the entry into effect of such merger.

Art. 32. Applicable Law. Reference is made to the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law for which no specific provision is made in these Articles of Association.

Art. 33. Definitions and Interpretation. References to articles are to the articles of these Articles of Association. Words importing gender include each gender. References to persons include corporate bodies firms and unincorporated associations. The singular includes the plural and vice versa. Headings of articles are included for convenience only and do not affect their interpretation. References to all or any part of any statute or statutory instrument include any statutory amendment, modification or re-enactment in force from time to time and references to any statute include any statutory instrument or regulations made under it. Any reference to the Company, the Board of Directors, agents, etc, includes a reference to its or their duly authorized agents or delegates.

Transitional measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date hereof and end on 31st December 2015.

The first annual general meeting shall be held on May 31, 2016.

Subscription and Payment

The initial capital of the Company amounts to thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) and has been subscribed as follows:

All of the thirty-one (31) shares have been subscribed by Quaestor Vermogensbeheer prenamed.

The subscribed capital has been fully paid up in cash. The result is that as of now the company has at its disposal the sum of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) as was certified to the notary executing this deed.

Statement

The notary executing this notarial deed declares that he has verified the conditions laid down in the 1915 Law, and confirms that these conditions have been observed.

Estimate of formation expenses

The appearing parties declare that the expenses, costs and fees or charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its incorporation amount approximately to 1.700.- EUR.

General meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the Shareholders.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote and with the approval of the Board of Directors:

First resolution:

The following persons are elected as members of the Board of Directors for a period ending at the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016:

- Tom Decloedt, born on June 8, 1984 in Brugge, Belgium, residing at Stationsstraat 22, 8210 Loppem, Belgium,
- Lode Langedock, born on July 13, 1973 in Kortrijk, Belgium, residing at Menenstraat 507, 8560 Menen, Belgium,
- Jovegi BVBA, with registered office at Molenstraat 97A, 8720 Dentergem, Belgium, registered with the Carrefour des Entreprises et Registre du commerce under number 0480.049.733 represented by Gino Schepens, born on September 20, 1970 in Tielt, Belgium, residing at Molenstraat 97A, 8720 Dentergem, Belgium, and
- Stefan Miller, born on March 27, 1974 in Stuttgart, Germany, residing at 5, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg.

Second resolution:

The Registered Office is set at 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Third resolution:

Has been elected as approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) until the annual general meeting of Shareholders to be held in 2016:

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg B 65.477, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator in L-1014 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that accordingly to the Luxembourg Law of 2010 on undertakings for collective investment as amended, and on the special request of the appearing person, the present deed is worded in English only and in case of translation requirements for executive registering or processing purposes, the translated version will be for the specified commitments only and the English version will always prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Signé: Delolmo, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Diekirch, Actes Civils, le 16 mars 2015. Relation: DAC/2015/4417. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

[Signature électronique certifiée comprise dans le document transmis au R.C.S.L.]

Rambrouch, le 25 mars 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015052575/485.

(150060188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Dobermann Club du Grand-Duché de Luxembourg asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-5634 Mondorf-lesBains, 22, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg F 6.224.

Laut Beschluss der aussergewöhnlichen hauptversammlung vom 05.02.2015 Lautet Absatz 2 des Artikels 1 wie folgt:

Der Gesellschaftssitz ist Cristal Mondorf, 22, Route de Luxembourg, L-5634 Mondorf les Bains.

Référence de publication: 2015034965/9.

(150039213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

D-R Luxembourg International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 183.371.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015034963/9.

(150039392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Afod S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.696.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015034841/9.
(150039615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Flossbach von Storch Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 171.513.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am vierundzwanzigsten März.
Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg.

Traten zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammen die Aktionäre der Gesellschaft Flossbach von Storch Invest S.A., mit Sitz in L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse, die gegründet wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 13. September 2012, veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2477 vom 5. Oktober 2012. Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde des unterzeichneten Notars vom 8. Oktober 2014, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 3127 vom 28. Oktober 2014.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Vera AUGSDÖRFER, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Protokollführerin und die Versammlung bestimmt zur Stimmzählerin Frau Ursula BERG, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen.

Sodann stellt die Vorsitzende gemeinsam mit den Versammlungsteilnehmern Folgendes fest:

I. - Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Aus der Anwesenheitsliste ergibt sich, dass sämtliche drei Millionen (3.000.000) Aktien bei der außerordentlichen Generalversammlung vertreten sind, sodass die Generalversammlung regelrecht zusammengesetzt ist und über alle Tagesordnungspunkte, welche den Aktionären bekannt sind, beschließen kann.

III.- Diese Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Flossbach von Storch Invest S.A. von derzeit EUR 3.000.000.- um EUR 2.000.000.- auf insgesamt EUR 5.000.000.- und anschließende Abänderung der Satzung gemäß Punkt 3 der Tagesordnung.

2. Umwandlung der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit einer dualistischen Gesellschaftsstruktur und anschließende Neufassung der Satzung gemäß Punkt 3 der Tagesordnung

3. Abänderung bzw. Neufassung der Satzung

Ein Entwurf der neuen Satzung ist am Sitz der Verwaltungsgesellschaft erhältlich.

4. Ernennung folgender Personen als Aufsichtsratsmitglieder der Gesellschaft:

- i. Herrn Bernd MODEL, Geschäftsführer der Flossbach von Storch AG, Zürich mit beruflicher Anschrift in CH-Zürich
- ii. Herrn Kurt von STORCH, Vorstand der Flossbach von Storch AG, Köln mit beruflicher Anschrift in D-Köln
- iii. Herrn Julien ZIMMER, Segmentleiter Fondsdienstleistungen der DZ PRIVATBANK S.A., mit beruflicher Anschrift in L-Strassen

5. Festsetzung der Bezüge der Aufsichtsratsmitglieder

Sodann traf die Versammlung nach Beratung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Punkt 1. der Tagesordnung auf einen späteren Zeitpunkt zu vertagen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Umwandlung der Gesellschaft in eine Gesellschaft mit einer dualistischen Gesellschaftsstruktur und anschließende Neufassung der Satzung gemäß Punkt 3 der Tagesordnung.

Dritter Beschluss

Infolge des vorhergehenden Beschlusses beschließt die Generalversammlung die Satzung der Gesellschaft wie folgt neuzufassen:

I. Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Firma

Artikel 2 - Sitz

Artikel 3 - Gesellschaftszweck

Artikel 4 - Dauer

II. Grundkapital und Aktien

Artikel 5 - Höhe und Einteilung des Grundkapitals

Artikel 6 - Namensaktien

III. Verfassung der Gesellschaft

Artikel 7 - Organe

IV. Der Vorstand 4

Artikel 8 - Anzahl der Vorstände, Wahl und Amtszeit, Vorsitz, Geschäftsordnung

Artikel 9 - Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft

Artikel 10 - Vorstandssitzungen, Beschlussfassung

V. Aufsichtsrat 5

Artikel 11 - Zusammensetzung/Funktion/Amtsniederlegung/Abberufung

Artikel 12 - Wahl des Vorsitzenden/Einberufung/Beschlussfassung

Artikel 13 - Niederschrift

VI. Für Aufsichtsrat und Vorstand geltende Bestimmungen

Artikel 14 - Besetzung Aufsichtsrat und Vorstand

Artikel 15 - Vertraulichkeit

Artikel 16 - Interessenskonflikte

VII. Generalversammlung

Artikel 17 - Befugnisse der Generalversammlung

Artikel 18 - Ort und Einberufung

Artikel 19 - Teilnahme an der Generalversammlung

Artikel 20 - Stimmrecht

Artikel 21 - Vorsitz

Artikel 22 - Beschlussfassung 1

VIII. Geschäftsjahr, Rechnungslegung, Jahresergebnis und unabhängiger Wirtschaftsprüfer

Artikel 23 - Geschäftsjahr

Artikel 24 - Rechnungslegung

Artikel 25 - Jahresergebnis

Artikel 26 - Jahresabschlussprüfung

IX. Auflösung und Liquidation

Artikel 27 - Auflösung

Artikel 28 - Liquidatoren

X. Allgemeine Bestimmungen

Artikel 29 - Schlussbestimmung

I. Allgemeine Bestimmungen

Art. 1. Firma. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft (société anonyme) nach luxemburgischem Recht und führt den Namen „Flossbach von Storch Invest S.A.“ (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Sitz.

(1) Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Durch Beschluss des Vorstandes, können Niederlassungen und/oder Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums, sowie im Ausland gegründet werden.

(2) Durch einfachen Beschluss des Vorstandes, kann der Sitz der Gesellschaft innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

(3) Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen

diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann durch einfachen Beschluss des Vorstands der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

(1) Zweck der Gesellschaft ist die kollektive Portfolioverwaltung eines oder mehrerer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen. Zu diesen zählen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapiere (nachfolgend: OGAW) gemäß des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen und seinen Abänderungen (nachfolgend: Gesetz von 2010) und Alternative Investmentfonds (nachfolgend: AIF) gemäß des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter Alternativer Investmentfonds (nachfolgend: Gesetz von 2013) sowie andere Organismen für gemeinsame Anlagen (nachfolgend: OGA), die nicht unter die genannten Richtlinien fallen und für die die Verwaltungsgesellschaft einer Aufsicht unterliegt, deren Anteile jedoch nicht in anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union gemäß der genannten Richtlinien vertrieben werden können. Die kollektive Portfolioverwaltung erfolgt im Namen der Anteilshaber und im Einklang mit den Bestimmungen des Kapitel 15 des Gesetzes von 2010 sowie des Gesetzes von 2013. Die Gesellschaft darf keine andere Tätigkeit ausüben als die gemäß Artikel 101 Absatz 2 des Gesetzes von 2010 sowie gemäß Artikel 5 Absatz 2 des Gesetzes von 2013 genannte.

(2) Die Tätigkeit der kollektiven Portfolioverwaltung beinhaltet nachfolgende Funktionen:

- Anlageverwaltung: In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft im eigenem Namen und für Rechnung der Fonds (i) anlageberatend tätig sein und Anlageentscheidungen treffen, (ii) Verträge abschließen, (iii) jede Art von übertragbaren Wertpapieren und/oder anderen zulässigen Vermögenswerten kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen, (iv) sämtliche Stimmrechte betreffend Wertpapieren, die von den Fonds gehalten werden, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Administrative Tätigkeiten: Diese Funktion beinhaltet sämtliche in Anhang II des Gesetzes von 2010 unter dem Stichwort „Verwaltung“ genannten Aufgaben, insbesondere (i) die Bewertung des Portfolios der Fonds und die Preisfestsetzung von Fondsanteilen, (ii) die Ausgabe und Rücknahme von Fondsanteilen, (iii) die Führung des Anteilsregisters, sowie (iv) die Aufzeichnung von Geschäftsvorfällen. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Vertrieb und Vertriebsadministration der Fondsanteile in Luxemburg und im Ausland.

(3) Die Gesellschaft kann eine oder mehrere vorbenannter Aufgaben zum Zwecke einer effizienteren Geschäftsführung an Dritte übertragen, die diese Aufgaben für sie wahrnehmen.

(4) Die Gesellschaft kann ergänzend auch ihr eigenes Vermögen verwalten, sie kann ihre Tätigkeiten im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die für die Erreichung ihres Zweckes förderlich sind und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere derjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und von Kapitel 15 des Gesetzes von 2010, bleiben.

Art. 4. Dauer. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

II. Grundkapital und Aktien

Art. 5. Höhe und Einteilung des Grundkapitals.

(1) Das Gesellschaftskapital beträgt drei Millionen EURO (3.000.000.- EUR) und ist eingeteilt in drei Millionen (3.000.000) Namensaktien von je einem EURO (1,- EUR) Nennwert, welche voll eingezahlt sind.

(2) Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, entsprechend den gesetzlichen Erfordernissen für Satzungsänderungen, erhöht oder herabgesetzt werden. Des Weiteren kann durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, entsprechend den gesetzlichen Erfordernissen für Satzungsänderungen ein genehmigtes Kapital festgesetzt werden. Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und nach den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Art. 6. Namensaktien. Die Aktien sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

III. Verfassung der Gesellschaft

Art. 7. Organe. Die Organe der Gesellschaft sind:

- a. der Vorstand,
- b. der Aufsichtsrat,
- c. die Generalversammlung.

IV. Der Vorstand

Art. 8. Anzahl der Vorstände, Wahl und Amtszeit, Vorsitz, Geschäftsordnung.

(1) Der Vorstand besteht aus mindestens zwei Mitgliedern, die nicht Aktionäre zu sein brauchen.

(2) Die Vorstandsmitglieder werden vom Aufsichtsrat ernannt, der die Anzahl der Mitglieder, die Dauer ihrer Mandate, welches sechs Jahre nicht überschreiten darf, sowie die Bezüge der Vorstandsmitglieder bestimmt, sofern Letzteres nicht durch den Aufsichtsrat an einen aus Mitgliedern des Aufsichtsrats besetzten Ausschuss delegiert wird. Die Vorstandsmitglieder können wiederbestellt werden. Der Vorstand kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden des Vorstands wählen.

(3) Wird die Stelle eines Mitgliedes des Vorstands durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen durch die verbleibenden Mitglieder des Vorstands vorläufig bis zur nächsten Generalversammlung besetzt werden.

(4) Jedes Vorstandsmitglied kann durch den Aufsichtsrat von seinen Funktionen im Vorstand entbunden werden. Der Vorstand gibt sich eine vom Aufsichtsrat zu genehmigende Geschäftsordnung. In dieser sind die Einzelheiten der Einberufung und der Beschlussfassung geregelt sowie, welche Geschäfte der Zustimmung des Aufsichtsrats bedürfen.

Art. 9. Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft.

(1) Der Vorstand führt die Geschäfte der Gesellschaft nach Maßgabe der Gesetze, der Satzung und der Geschäftsordnung des Vorstandes.

(2) Der Vorstand ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche im Interesse der Gesellschaft sind. Der Vorstand hat sämtliche Befugnisse, welche durch das Gesetz, die Geschäftsordnung des Vorstandes oder durch diese Satzung nicht ausdrücklich der Generalversammlung oder dem Aufsichtsrat vorbehalten sind.

(3) Der Vorstand kann die Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft Direktoren, Prokuristen und anderen Angestellten oder Dritten, mit Ausnahme der Aufsichtsratsmitglieder, übertragen. Er kann eine derartige Bevollmächtigung jederzeit widerrufen.

(4) Der Vorstand vertritt die Gesellschaft nach außen. Im Rechtsverkehr wird die Gesellschaft grundsätzlich durch zwei Vorstandsmitglieder oder durch ein Vorstandsmitglied gemeinsam mit einem Bevollmächtigten vertreten.

(5) Der Vorstand berichtet dem Aufsichtsrat mindestens alle drei Monate schriftlich über den Fortgang der Geschäfte der Gesellschaft und deren voraussichtliche Entwicklung. Darüber hinaus informiert der Vorstand den Aufsichtsrat ad hoc über Ereignisse, die sich auf die Lage der Gesellschaft nennenswert auswirken können.

Art. 10. Vorstandssitzungen, Beschlussfassung.

(1) Der Vorstand hat, so oft es die Belange der Gesellschaft erfordern, zusammenzutreten, jedoch mindestens einmal im Monat.

(2) Der Vorstand fasst seine Beschlüsse soweit nach Maßgabe der Gesetze, der Satzung und der Geschäftsordnung des Vorstandes zulässig, mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Beschlüsse werden grundsätzlich, soweit die Satzung nichts anderes zulässt, in Sitzungen gefasst. An der Beschlussfassung muss mehr als die Hälfte der Vorstandsmitglieder teilnehmen. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden des Vorstandes.

(3) Die Einzelheiten der Einberufung und der Beschlussfassung des Vorstands sind in der Geschäftsordnung des Vorstandes geregelt. In der Geschäftsordnung des Vorstandes ist zugleich festzulegen, welche Geschäfte der Zustimmung des Aufsichtsrats bedürfen.

(4) Einstimmige Beschlüsse des Vorstandes können auch im schriftlichen Umlaufverfahren gefasst werden. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen bzw. Kopien desselben Dokuments geleistet werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung gilt. Das Datum der Entscheidung ist das Datum der letzten Unterschrift.

V. Aufsichtsrat

Art. 11. Zusammensetzung/Funktion/Amtsniederlegung/Abberufung.

(1) Die Gesellschaft verfügt über einen Aufsichtsrat, welcher aus mindestens drei Mitgliedern bestehen muss (die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen).

(2) Dem Aufsichtsrat obliegt die Aufsicht und Kontrolle des Vorstandes ohne direkt in die Geschäftsführung eingreifen zu dürfen; er kann insbesondere bestimmte Geschäfte/Maßnahmen bestimmen, die der Vorstand nur bei vorheriger Zustimmung des Aufsichtsrats durchführen darf. Zudem ist er berechtigt, alle Geschäftsvorfälle der Gesellschaft zu untersuchen und darf an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, in den Schriftwechsel, in die Sitzungsprotokolle und allgemein in alle Schriftstücke der Gesellschaft nehmen. Der Aufsichtsrat kann vom Vorstand Informationen jeglicher Art verlangen, welche er zur Erfüllung seiner Überwachungsaufgaben benötigt. Er vertritt die Gesellschaft gegenüber dem Vorstand und dessen Mitgliedern.

(3) Der Aufsichtsrat erhält vom Vorstand jedes Jahr einen Jahresabschluss und ein Inventar zu der Zeit, zu der sie den unabhängigen Wirtschaftsprüfern vorzulegen sind, und präsentiert der Generalversammlung seine Anmerkungen zum Bericht des Vorstandes und zum Jahresabschluss.

(4) Die Mitglieder des Aufsichtsrats werden von der Generalversammlung der Aktionäre bestellt; ihre Anzahl, Bezüge und die Dauer ihres Mandates werden von der Generalversammlung festgesetzt. Die Mitglieder des Aufsichtsrats werden für die Dauer eines Mandates, welches drei Jahre nicht überschreiten darf, und welches grundsätzlich mit der Bestellung des Nachfolgers endet, gewählt. Die Mitglieder des Aufsichtsrats können mehrmals hintereinander gewählt werden.

(5) Die Mitglieder des Aufsichtsrats werden durch die einfache Mehrheit der gültigen Stimmen der Aktionäre gewählt. Jedes Aufsichtsratsmitglied kann zu jeder Zeit ohne Grund durch die einfache Mehrheit der gültigen Stimmen der Generalversammlung abberufen werden.

(6) Für den Fall, dass eine juristische Person als ein Aufsichtsratsmitglied ernannt wird, muss diese juristische Person einen ständigen Vertreter ernennen, der das Mandat im Namen und im Auftrag der juristischen Person durchführt. Die juristische Person darf ihren ständigen Vertreter nur dann widerrufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernannt.

(7) Wird die Stelle eines Mitgliedes des Aufsichtsrats durch Tod, Rücktritt oder aus einem sonstigen Grund frei, so kann das freigewordene Amt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen durch die verbleibenden Mitglieder des Aufsichtsrats vorläufig bis zur nächsten Generalversammlung besetzt werden.

Art. 12. Wahl des Vorsitzenden/Einberufung/Beschlussfassung.

(1) Der Aufsichtsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und hat auch die Möglichkeit, einen stellvertretenden Vorsitzenden zu bestellen. Er kann auch einen Schriftführer bestellen, welcher nicht Mitglied des Aufsichtsrats sein muss und welcher für die Protokolle der Sitzungen des Aufsichtsrats verantwortlich ist. Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Sitzung des Aufsichtsrats; in seiner Abwesenheit kann der Aufsichtsrat mit Mehrheit der Anwesenden ein anderes Mitglied des Aufsichtsrats ernennen, um den Vorsitz dieser Sitzungen zeitweilig zu führen.

(2) Der Aufsichtsrat hat, so oft es die Belange der Gesellschaft erfordern sowie auf Verlangen des Vorstandes, zusammenzutreten. Der Aufsichtsrat wird mindestens zwei Sitzungen im Kalenderjahr abhalten.

(3) Der Aufsichtsrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem in dem Einberufungsschreiben bestimmten Ort einberufen.

(4) Jedes Mitglied des Aufsichtsrats erhält wenigstens achtundvierzig (48) Stunden vor dem vorgesehenen Zeitpunkt der Sitzung per Faksimileübertragung oder per elektronische Post (ohne elektronische Unterschrift) ein Einberufungsschreiben. Im Falle besonderer Dringlichkeit, in welchem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen, kann auf die Einhaltung der Einberufungsfrist verzichtet werden. Bei einer schriftlichen, durch Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel (eine Kopie ist ausreichend) gegebenen Einwilligung eines jeden Mitgliedes des Aufsichtsrats kann auf ein Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Aufsichtsrats, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, welche von einem vorherigen Beschluss des Aufsichtsrats festgesetzt wurden.

(5) Der Aufsichtsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

(6) Jedes Aufsichtsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Aufsichtsrats aufgrund einer schriftlich, durch Telefax oder durch andere Kommunikationsmittel (eine Kopie ist ausreichend) erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Aufsichtsrats vertreten lassen. Ein Aufsichtsratsmitglied kann mehrere andere Aufsichtsratsmitglieder vertreten.

(7) Jedes Aufsichtsratsmitglied kann durch eine telefonische Konferenzschaltung oder Videokonferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, vorausgesetzt, jeder Teilnehmer an der Sitzung kann alle Anderen identifizieren. Die Teilnahme an einer Sitzung in dieser Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung. Eine mit derartigen Kommunikationsmitteln durchgeführte Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft durchgeführt angesehen.

(8) Beschlüsse werden grundsätzlich durch die Mehrheit der Mitglieder des Aufsichtsrats gefasst. Dem Vorsitzenden steht bei Stimmgleichheit die entscheidende Stimme zu.

(9) Einstimmige Beschlüsse des Aufsichtsrats können auch im schriftlichen Umlaufverfahren gefasst werden. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen bzw. Kopien desselben Dokuments geleistet werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das als Nachweis der Beschlussfassung gilt. Das Datum der Entscheidung ist das Datum der letzten Unterschrift.

Art. 13. Niederschrift. Die Protokolle aller Sitzungen des Aufsichtsrats werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Aufsichtsratsmitgliedern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Aufsichtsratsmitgliedern unterzeichnet.

VI. Für Aufsichtsrat und Vorstand geltende Bestimmungen

Art. 14. Besetzung Aufsichtsrat und Vorstand. Niemand darf zugleich Mitglied des Vorstandes und des Aufsichtsrates sein. Wird jedoch ein Posten im Vorstand frei, kann der Aufsichtsrat eines seiner Mitglieder in den Vorstand entsenden. Während dieser Zeit ruht die Funktion der betroffenen Person als Mitglied des Aufsichtsrates.

Art. 15. Vertraulichkeit. Die Mitglieder des Aufsichtsrats sowie des Vorstandes haben über die ihnen bekannt gewordenen Tatsachen, deren Offenlegung die Interessen der Gesellschaft oder eines mit ihr verbundenen Unternehmens beeinträchtigen kann, Dritten gegenüber Stillschweigen zu bewahren. Dem Gebot der Schweigepflicht unterliegen insbesondere auch vertrauliche Berichte und Beratungen, die Stimmabgabe, der Verlauf der Debatte, die Stellungnahmen der einzelnen Aufsichtsratsmitglieder oder Vorstandsmitglieder sowie sonstige persönliche Äußerungen. Diese Verpflichtung besteht auch nach Beendigung des Amtes fort.

Art. 16. Interessenskonflikte.

(1) Unbeschadet etwaiger gesetzlicher Vorschriften muss jedes Aufsichtsratsmitglied oder Vorstandsmitglied, das an einem Geschäft, das dem Aufsichtsrat bzw. dem Vorstand zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein eigenes

Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, den Aufsichtsrat bzw. den Vorstand über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Das betreffende Aufsichtsratsmitglied bzw. Vorstandsmitglied kann weder an der Beratung über das in Frage stehende Geschäft teilnehmen, noch darüber abstimmen.

(2) Ist ein Aufsichtsratsmitglied, Vorstand, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter der Gesellschaft gleichzeitig Verwaltungsratsmitglied, Aufsichtsratsmitglied, Vorstand, Direktor, Bevollmächtigter oder Angestellter der Depotbank eines von der Gesellschaft verwalteten OGAW, OGA oder AIF, so wird die betroffene Person in dieser Angelegenheit nicht für die Gesellschaft tätig werden, soweit ein solches Tätigwerden nach luxemburgischen oder einem anderen anwendbaren Recht eine unzulässige Interessenkollision zur Folge hätte. Im Falle einer Beschlussfassung innerhalb des Aufsichtsrats bzw. Vorstands muss die betroffene Person den Aufsichtsrat bzw. des Vorstand über diese Interessenkollision informieren und wird in der betreffenden Angelegenheit weder mitberaten, noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen.

(3) Bei Auftreten eines Interessenkonfliktes wird der Aufsichtsrat in der nächsten Generalversammlung vor der Abstimmung über andere Beschlüsse, über den Sachverhalt und den Umgang mit dem Interessenkonflikt informieren.

(4) Wenn ein Geschäft zu einem Interessenkonflikt zwischen der Gesellschaft und einem Vorstandsmitglied Anlass gibt, so bedarf der Abschluss des Geschäfts zusätzlich der Zustimmung des Aufsichtsrats.

(5) Die vorgenannten Absätze finden keine Anwendung, wenn es sich in dem betreffenden Beschluss des Aufsichtsrats bzw. Vorstands um Sachverhalte der täglichen Geschäftsführung handelt, die unter normalen Bedingungen ablaufen.

VII. Generalversammlung

Art. 17. Befugnisse der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß gebildete Versammlung der Aktionäre vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

Art. 18. Ort und Einberufung.

(1) Die jährliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung bestimmten Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg jeweils am zweiten Montag im Monat Mai eines jeden Jahres um 11:30 Uhr oder, wenn dieser Tag auf einen Feiertag fällt, am nächsten darauf folgenden Werktag statt.

(2) Andere Generalversammlungen können an den in den Einberufungsschreiben bestimmten Zeitpunkten und Orten einberufen werden. Die Einberufungsschreiben sowie die Leitung der Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft werden von den gesetzlich erforderlichen Anwesenheitsquoten und Fristen geregelt, sofern diese Satzung keine anderweitigen Bestimmungen trifft.

(3) Die Generalversammlung wird durch den Vorstand oder in den gesetzlich vorgeschriebenen Fällen durch den Aufsichtsrat gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 einberufen.

(4) Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, die Tagesordnung zu kennen, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

(5) Eine Generalversammlung muss auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens zehn Prozent (10%) des gezeichneten Kapitals vertreten, einberufen werden. Der Antrag muss schriftlich unter Angabe des Entwurfs einer Tagesordnung an die Gesellschaft gesendet werden. Die Generalversammlung findet innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags bei der Gesellschaft statt.

(6) Aktionäre, die wenigstens zehn Prozent (10%) des gezeichneten Kapitals der Gesellschaft vertreten, können einen oder mehrere Punkte der Tagesordnung hinzufügen. Eine solche Anfrage muss wenigstens fünf (5) Tage vor der Versammlung per Einschreibebrief an den Sitz der Gesellschaft gesendet werden.

Art. 19. Teilnahme an der Generalversammlung.

(1) Zur Teilnahme an der Generalversammlung sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die im Aktienregister eingetragen und rechtzeitig angemeldet sind.

(2) Die Anmeldung zur Generalversammlung hat schriftlich per Post, Faxschreiben oder auf einem von der Gesellschaft näher zu bestimmenden elektronischen Weg zu erfolgen.

(3) Der Vorstand kann alle weiteren Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären erfüllt werden müssen, um an einer Versammlung der Aktionäre teilnehmen zu können.

Art. 20. Stimmrecht.

(1) Jede voll eingezahlte Namensaktie gewährt eine Stimme.

(2) Jeder Aktionär kann sich auf der Generalversammlung durch einen schriftlich, per Faksimileübertragung oder durch jede andere Kommunikationsform (eine Kopie ist ausreichend) bevollmächtigten Dritten vertreten lassen.

Art. 21. Vorsitz.

(1) Den Vorsitz in der Generalversammlung führt der Vorsitzende des Vorstands. Ist der Vorsitzende verhindert und hat er sonst niemanden zu seinem Vertreter als Sitzungsleiter bestimmt, eröffnet das an Jahren älteste anwesende Vors-

tandsmitglied die Generalversammlung und lässt einen Leiter der Versammlung durch diese wählen. Der Vorsitzende der Versammlung ernennt einen Schriftführer.

(2) Der Vorsitzende leitet die Versammlung und bestimmt die Reihenfolge, in der die Gegenstände der Tagesordnung erledigt werden, sowie die Art und Form der Abstimmung. Die Generalversammlung bestimmt auf Vorschlag des Vorsitzenden der Versammlung einen Stimmzähler.

Art. 22. Beschlussfassung.

(1) Beschlüsse auf einer ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung werden unabhängig von dem auf der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital durch die einfache Mehrheit der gültigen Stimmen gefasst. Für Beschlüsse, die eine Satzungsänderung mit sich bringen gelten die gesetzlich vorgesehenen Quoren.

(2) Wird bei Wahlen durch die Generalversammlung eine einfache Stimmenmehrheit nicht erreicht, so findet für die beiden Kandidaten, die im ersten Wahlgang die meisten Stimmen auf sich vereinigt haben, unverzüglich ein zweiter Wahlgang statt, bei dem die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen genügt.

(3) Die Verhandlungen in der Generalversammlung sind durch den Schriftführer in einem Protokoll festzuhalten, sofern keine notarielle Beurkundung erforderlich ist. Das Protokoll wird vom Versammlungsleiter, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet. Das Protokoll ist zeitnah an die Gesellschafter zu versenden.

VIII. Geschäftsjahr, Rechnungslegung, Jahresergebnis und unabhängiger Wirtschaftsprüfer

Art. 23. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 24. Rechnungslegung.

(1) Jedes Jahr erstellt der Vorstand ein Inventar mit den Angaben der beweglichen und unbeweglichen Werte und ein Verzeichnis aller Forderungen und Verbindlichkeiten. Außerdem sind die Verbindlichkeiten der Aufsichtsratsmitglieder und der Vorstandsmitglieder gegenüber der Gesellschaft anzugeben.

(2) Der Vorstand stellt die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit den erforderlichen Abschreibungen und Rücklagen für den Jahresabschluss auf. Die Bilanz ist nach dem für Verwaltungsgesellschaften vorgeschriebenen Schema zu erstellen.

Art. 25. Jahresergebnis.

(1) Es werden jährlich wenigstens fünf Prozent (5%) des Reingewinnes der Gesellschaft vorab den gesetzlichen Rücklagen zugeführt bis diese zehn Prozent (10%) des in Artikel 5 dieser Satzung vorgesehenen Gesellschaftskapitals, wie gemäß Artikel 4 erhöht oder herabgesetzt, betragen.

(2) Die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt auf Vorschlag des Vorstands über die Verwendung des restlichen Betrages des Reingewinns. Der Saldo kann als Dividende, zur Bildung oder Stärkung von Rücklagen verwendet oder vorgetragen werden.

(3) Die Generalversammlung kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Vorschussdividenden ausschütten.

(4) Die Emissionsprämie kann den Aktionären durch die Generalversammlung gemäß Artikel 72-1 oder durch den Vorstand gemäß Artikel 72-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, frei ausgeschüttet werden.

Art. 26. Jahresabschlussprüfung. Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Generalversammlung ernennt diese Wirtschaftsprüfer, bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandates, das sechs Jahre nicht überschreiten darf, fest. Die Wirtschaftsprüfer können mehrmals hintereinander ernannt werden.

IX. Auflösung und Liquidation

Art. 27. Auflösung. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 über die Handelsgesellschaften aufgelöst werden; hierzu ist die gleiche Mehrheit erforderlich wie bei der Abstimmung über Satzungsänderungen.

Art. 28. Liquidatoren. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, welche natürliche oder juristische Personen sein können, durchgeführt. Die Generalversammlung ernennt diese Liquidatoren und setzt ihre Befugnisse und Vergütung fest.

X. Allgemeine Bestimmungen

Art. 29. Schlussbestimmung. Die gegenwärtige Satzung kann von einer Generalversammlung der Aktionäre geändert werden, unter Beachtung der Anwesenheitsquoten gemäß Artikel 67- 1 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Ergänzend gelten die Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, einschließlich Änderungsgesetze, des Gesetzes von 2010 und des Gesetzes von 2013.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung ernennt die folgenden Personen als Aufsichtsratsmitglieder der Gesellschaft:

iv. Herrn Bernd MODEL, Geschäftsführer der Flossbach von Storch AG, Zürich mit beruflicher Anschrift in CH-8001 Zürich, Fraumünsterstrasse 21 geboren in Heilbronn am 25.01.1964

v. Herrn Kurt von STORCH, Vorstand der Flossbach von Storch AG, Köln mit beruflicher Anschrift in D-50679 Köln, Ottoplatz 1, geboren in Hamburg. am 07.01.1961

vi. Herrn Julien ZIMMER, Segmentleiter Fondsdienstleistungen der DZ PRIVATBANK S.A., mit beruflicher Anschrift in L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison, geboren in Luxemburg. am 13.07.1963

Ihr Mandat endet mit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2016

Fuenfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt bis auf weiteres keine Bezüge für die Aufsichtsratsmitglieder festzusetzen.

Da somit die Tagesordnung erledigt ist, hebt die Vorsitzende die Versammlung auf.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Versammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: V. AUGSDÖRFER, U. BERG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9171. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 31. März 2015.

Référence de publication: 2015049143/395.

(150056575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2015.

Viveoo, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, Boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 195.125.

— STATUTS

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg);

ONT COMPARU:

1) Monsieur David SOURDIVE, né le 26 décembre 1966 à F-75011 Paris (France), demeurant à F-92300 Levallois-Perret, 19, rue Louise Michel (France); et

2) Madame Zeljka JURCEC, épouse SOURDIVE, née le 13 octobre 1964 à Zagreb (Croatie - ancienne Yougoslavie), demeurant à F-92300 Levallois-Perret, 19, rue Louise Michel (France).

Les deux sont ici représentés par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées à Paris le 23 janvier 2015; lesquelles procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de Viveoo (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil de Gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du Conseil de Gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet social (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces (notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds commun de placement luxembourgeois ou par des fonds étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre facilité de crédit, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment d'actifs tels que ceux définis dans les paragraphes (i) et (ii) ci-dessus).

3.2 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans tous les secteurs décrits ci-dessus. Il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier

3.3 La Société peut acquérir, louer, exploiter et céder des immeubles situés au Luxembourg et à l'étranger.

3.4 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.5 Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social couvre toutes les opérations auxquelles la Société participe et tous les contrats passés par la Société, dans la mesure où ils restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

3.6 D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de son objet social de la manière la plus large.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à sept millions huit cent vingt-sept mille huit cent trente-quatre euros (EUR 7.827.834,-), représenté par sept millions huit cent vingt-sept mille huit cent trente-quatre (7.827.834) parts sociales, sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 En plus du capital social émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées en relation avec les Parts Sociales. Le solde de ce compte de primes d'émission est à la libre disposition des associés. Ce solde peut, notamment, être utilisé pour régler le prix des Parts Sociales que la Société rachèterait à ses associés, pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour être distribué aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de Gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le Conseil de Gérance).

7.2 Les membres du Conseil de Gérance peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du Conseil de Gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le Conseil de Gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil de Gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax ou courrier électronique.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2015.

Souscription - Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, sont intervenus les Associés, représentés comme dit ci-avant, lesquels déclarent souscrire à la totalité des parts sociales de la Société et les libérer par un apport en nature (l'Apport) de valeurs mobilières plus amplement détaillé dans la convention d'apport datée du 19 février 2015 (la Convention d'Apport).

Ainsi qu'il ressort de la Convention d'Apport, la valeur de l'Apport est d'un montant total de huit millions quatre cent quatre-vingt-un mille cinq cent soixante-quatorze euros et vingt-neuf centimes d'euros (EUR 8.481.574,29), étant toutefois précisé que seul le montant de sept millions huit cent vingt-sept mille huit cent trente-quatre euros (EUR 7.827.834,00) sera contribué au capital social et le solde, soit la somme de six cent cinquante-trois mille sept cent quarante euros et vingt-neuf centimes d'euro (EUR 653.740,29) sera payé à titre de soulte.

En contrepartie de l'Apport:

Monsieur David SOURDIVE, pré-qualifié, déclare avoir souscrit à cinq millions neuf cent quarante-sept mille sept cent quarante-sept (5.947.747) parts sociales, et avoir entièrement libérées les dites parts sociales par des apports en nature consistant en un portefeuille de valeurs mobilières plus amplement détaillés dans la Convention d'Apport (les Titres DS Apportés).

Cet apport en nature évalué à six millions quatre cent quarante-trois mille cinq cent trente-neuf euros et soixante-neuf centimes d'euros (EUR 6.443.539,69) (l'Apport en Nature DS), est effectué à titre de libération des parts sociales souscrites, incluant le versement d'une soulte d'un montant de quatre cent quatre-vingt-quinze mille sept cent quatre-vingt-douze euros et soixante-neuf centimes d'euro (EUR 495.792,69).

Monsieur David SOURDIVE, pré-qualifié, certifié par la présente qu'au jour et au moment de l'Apport que:

- l'Apport en Nature DS est fait sur la base d'une déclaration d'apport datée du 19 février 2015, qui restera annexée au présent acte, dans laquelle Monsieur David SOURDIVE a conclu d'apporter les Titres DS Apportés;

- il est propriétaire de tous les Titres DS Apportés;

- toutes les formalités de transfert ont été respectées et il n'y a pas de droit de préemption ni autres droits attachés aux Titres DS Apportés par lesquels une quelconque personne serait en droit de demander qu'une ou plusieurs actions lui soient transférées;

- il a tous pouvoirs sociaux pour accomplir et exécuter les documents nécessaires au présent transfert;

- les Titres DS Apportés, sont, à la meilleure connaissance de Monsieur David SOURDIVE, libres de toute charge et librement transférables à la Société.

Si des formalités supplémentaires sont nécessaires pour exécuter le transfert des actions, Monsieur David SOURDIVE, en tant qu'apporteur, prendra toutes les mesures nécessaires dès que possible.

Madame Zeljka JURCEC, épouse SOURDIVE, pré-qualifiée, déclare avoir souscrit à un million huit cent quatre-vingt mille quatre-vingt-sept (1.880.087) parts sociales, et avoir entièrement libérées les dites parts sociales par des apports en nature consistant en un portefeuille de valeurs mobilières plus amplement détaillés dans la Convention d'Apport (les Titres ZS Apportés).

Cet apport en nature évalué à deux millions trente-huit mille trente-quatre euros et soixante centimes d'euro (EUR 2.038.034,60) (l'Apport en Nature ZS), est effectué à titre de libération des parts sociales souscrites, incluant le versement d'une soulte d'un montant de cent cinquante-sept mille neuf cent quarante-sept euros et soixante centimes d'euro (EUR 157.947,60).

Madame Zeljka JURCEC, épouse SOURDIVE, pré-qualifiée, certifiée par la présente qu'au jour et au moment de l'Apport que:

- l'Apport en Nature ZS est fait sur la base d'une déclaration d'apport datée du 19 février 2015, qui restera annexée au présent acte, dans laquelle Madame Zeljka JURCEC, épouse SOURDIVE a conclu d'apporter les Titres ZS Apportés;

- elle est propriétaire de tous les Titres ZS Apportés;

- toutes les formalités de transfert ont été respectées et il n'y a pas de droit de préemption ni autres droits attachés aux Titres ZS Apportés par lesquels une quelconque personne serait en droit de demander qu'une ou plusieurs actions lui soient transférées;

- elle a tous pouvoirs sociaux pour accomplir et exécuter les documents nécessaires au présent transfert;

- les Titres ZS Apportés, sont, à la meilleure connaissance de Madame Zeljka JURCEC, épouse SOURDIVE, libres de toute charge et librement transférables à la Société.

Si des formalités supplémentaires sont nécessaires pour exécuter le transfert des actions, Madame Zeljka JURCEC, épouse SOURDIVE, en tant qu'apporteur, prendra toutes les mesures nécessaires dès que possible.

Lesquels documents, après avoir été signés "ne varietur", par le Mandataire et le notaire instrumentant seront annexés au présent acte pour être formalisés avec celui-ci.

Constatation

Le notaire instrumentant ayant dressé le présent acte déclare avoir vérifié que les conditions énumérées à l'article 183 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales sont remplies et le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ quatre mille huit cents euros.

Décisions prises par les associés

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur David SOURDIVE, né le 26 décembre 1966 à F-75011 Paris (France), demeurant à F-92300 Levallois-Perret, 19, rue Louise Michel (France), gérant A;
- Madame Zeljka JURCEC, épouse SOURDIVE, née le 13 octobre 1964 à Zagreb (Croatie - ancienne Yougoslavie), demeurant à F-92300 Levallois-Perret, 19, rue Louise Michel (France), gérante A; et
- Monsieur Alexandre RYVKINE, dirigeant de société, né le 23 septembre 1967 à Paris (France), demeurant à F-92300 Levallois-Perret, 37, rue Marius AUFAN (France), gérant B.

2. Le siège social de la Société est établi au 25B, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire des comparants, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 3 mars 2015. Relation: 2LAC/2015/4539. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société.

Luxembourg, le 5 mars 2015.

Référence de publication: 2015038298/266.

(150042958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2015.

D.E. Shaw AQ-SP Series 11-02 (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 137.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015034960/9.

(150038883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

IVS Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.294.

The shareholders of IVS Group S.A. (hereinafter the "Company") are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders (hereinafter the "General Meeting") to be held on *May 12th, 2015* at 11:00 a.m., at Fiducenter S.A. in 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda and proposed resolutions of the
Annual General Meeting of the shareholders of the Company
(the "General Meeting")*

1. Presentation of the management report of the board of directors (the "Board of Directors") and the report of the independent company auditor on the annual accounts of the Company and the consolidated financial statements of the IVS Group for the financial year 2014;
2. Approval of the consolidated financial statements for the financial year 2014;

Draft first resolution

The General Meeting, after having reviewed the management report of the Board of Directors and the report of the independent company auditor, approves the consolidated financial statements for the financial year 2014, in their entirety, showing a consolidated net profit of EUR 1,711,582.00.

3. Approval of the annual accounts for the financial year 2014;

Draft second resolution

The General Meeting, after having reviewed the management report of the Board of Directors and the report of the independent company auditor, approves the annual accounts for the financial year 2014, in their entirety, showing a net loss of EUR 2,160,607.26.

4. Approval of the allocation of results;

Draft third resolution

The General Meeting acknowledges the net loss of EUR 2,160,607.26.

Profit for the year	0.00
Losses brought forward	2,160,607.26
Results to be allocated and distributed	0.00
Transfer to reserve for treasury shares	0
Allocation to the legal reserve	0
Directors' remuneration for financial year 2014	306,000.00
Profit carried forward	0

It must be noted that a dividend may be distributed in the limit of the available reserves (EUR 330,175,269.26); however, according to the covenants agreed on occasion of the bond issue EUR 50,000,000 7.125% Senior Secured Notes due 2020 Guaranteed on a senior basis by IVS Group S.A. and certain of its subsidiaries, to be consolidated and form a single series with the EUR 200,000,000 7.125% Senior Secured Notes due 2020 issued by IVS F. S.p.A. on April 4th 2013, the said dividend cannot exceed the build-up basket (50% of the consolidated net income as defined in the Indenture, plus other net cash proceeds, if any) or 11.9 Million EUR as residual general basket.

Considering the above, the General Meeting resolves for the distribution to the shareholders of Euro 4,616,392.92 as dividend to be drawn from the reserves available for distribution leading to a Euro 0.12 (zero point twelve) gross dividend per share in issuance at the date of the General Meeting, i.e. thirty eight million nine hundred and fifty-two thousand four hundred ninety-one (38.952.491) class A shares, listed on the regulated market of the Milan Stock Exchange, plus one million two hundred fifty thousand (1.250.000) class B2 convertible shares, plus one million two hundred fifty thousand (1.250.000) class B3 convertible shares, resulting in a total number of shares issued of forty one million four hundred and fifty-two thousand four hundred ninety-one (41.452.491), minus the treasury shares held by the Company 2,982,550, to which no dividend shall be paid.

Based on the above, the General Meeting, upon proposal of the Board of Directors, leaves the basis for remuneration for the Board of Directors substantially unchanged compared to the previous year and sets the amount of aggregate remuneration for the Board of Directors in relation to the 2015 financial year at EUR 308,000.00, based on the following annual fees:

Basic fixed remuneration of the directors	300,000.00
Additional remuneration of the directors based on attendance to meetings (estimate)	8,000.00

5. Approval of the discharge of the directors of the Company;

Draft fourth resolution

The General Meeting decides to grant discharge to the members of the Board of Directors for the financial year 2014.

6. Appointment of new directors of the Company for a term ending at the Company's annual general meeting of shareholders to be held in 2018;

Draft fifth resolution

The General Meeting resolves to appoint the following persons as directors of the Company with effective date as of the date hereof [*Identity and qualification of the proposed directors will be made available on the company's website not later than 9th May 2015 - the Board of directors-*] which mandates will expire at the general meeting of the shareholders resolving on the accounts for the financial year ending on December 31st, 2017, unless earlier terminated by a resolution of the shareholders of the Company;

7. Approval of the re-appointment of Ernst & Young Luxembourg as independent auditor of the Company to audit the consolidated financial statements and the annual accounts of the Company;

Draft sixth resolution

The General Meeting decides to re-appoint Ernst & Young Luxembourg, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippman, L-5365 Munsbach, Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 47.771, as independent company auditor to perform the independent audit related to the consolidated financial statements and annual account of the Company; its mandate shall expire at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts of the Company for the financial year ending on December 31st, 2015.

QUORUM AND MAJORITY

The General Meeting will validly deliberate on the resolutions related to all items on the agenda regardless of the proportion of the share capital represented and the resolutions relating to these agenda items will be adopted by simple majority of the votes validly cast. Each share is entitled to one vote.

ACTS AND FORMALITIES TO BE ACCOMPLISHED BEFORE THE GENERAL MEETING

The right to participate in the General Meeting is determined on the basis of share ownership on the fourteenth day prior to the Meeting, namely on April 28th, 2015 at midnight (Luxembourg time) (hereinafter the “Record Date”). All shareholders holding shares on the Record Date have the right to attend the General Meeting regardless of the number of shares held.

- In case of holders whose ownership is directly recorded in the Company’s shareholders’ register: shareholders who wish to participate at the General Meeting in person, by proxy or by voting in writing are invited to announce their intention to participate at the General Meeting by returning to the registered office of the Company the duly completed, dated and signed attendance proxy and voting form (attached to the convening notice) to arrive no later than on April 28th, 2015 at midnight (Luxembourg time).
- In case of holders whose ownership is indirectly recorded through a securities settlement system: shareholders who wish to participate at the General Meeting in person, by proxy or by voting in writing are invited to announce their intention to participate at the General Meeting by returning to the registered office of the Company the certificate of participation obtained from their custodian (as indicated in the section “Form of Attendance of Shareholders”) together with a duly completed, dated and signed attendance proxy and voting form (to be downloaded from the Company’s website www.ivsgroup.it) or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request addressed to the registered office of the Company or by email to Investor.Relations@ivsitalia.com and/or I.Relations@ivsgroup.it, to arrive no later than on April 28th, 2015 at midnight (Luxembourg time).

The Company will record for each shareholder, who has returned the completed, dated and signed attendance proxy and voting form, his name or corporate denomination, address or registered office, number of shares held on the Record Date and description of all the documents attesting the ownership of shares on the Record Date.

Please note that only the shareholders owning shares of the Company on the Record Date (either directly or through a securities settlement system) and having announced their intention to attend the General Meeting as described here above will be entitled to participate in the General Meeting.

RIGHT OF SHAREHOLDERS TO PUT ITEMS ON THE AGENDA OF THE GENERAL MEETING AND TO TABLE DRAFT RESOLUTIONS

In accordance with Article 4 of the Luxembourg Law of May 24th, 2011 on the exercise of certain rights of shareholders in listed companies, one or several shareholders holding collectively at least 5% of the share capital of the Company have a right to put items on the agenda of the General Meeting and to table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the General Meeting under the following conditions:

- the written request must be sent to the registered office of the Company by mail or by email to Investor.Relations@ivsitalia.com and/or I.Relations@ivsgroup.it and accompanied by a justification or a draft resolution to be adopted at the General Meeting;
- the request must indicate an address or e-mail address to which the Company may send the acknowledgment of receipt of the request; and
- the request must be received by the Company at the latest on the twenty-second day before the date of the General Meeting, namely on April 20th, 2015.

The Company will acknowledge the receipt of such requests within 48 hours of reception.

In this respect, the Company will publish an updated agenda of the Annual General Meeting at the latest on April 27th, 2015.

FORM OF ATTENDANCE OF SHAREHOLDERS

The shareholders who wish to attend the General Meeting in person:

To facilitate the shareholder’s admission to the General Meeting, each shareholder must proceed with the following formalities:

- In case of holders whose ownership is directly recorded in the Company’s shareholders’ register: each registered shareholder automatically receives (attached to the convening notice) the attendance proxy and voting form, which the shareholder must complete, stating that he/she/it wishes to attend the General Meeting in person, date, sign and then return it to the registered office of the Company so that it is received by the Company at the latest on April 28th, 2015 at midnight (Luxembourg time).
- In case of holders whose ownership is indirectly recorded through a securities settlement system: each shareholder must contact the custodian of his/her/its shares, indicating that he wishes to attend the General Meeting and request a certificate of participation proving his/her/its status at the date of the request. The certificate of participation must be sent to the registered office of the Company together with a duly completed, dated and signed attendance proxy and voting form (to be downloaded from the Company’s website www.ivsgroup.it or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request addressed to the registered office of the Company or by email to

Investor.Relations@ivsitalia.com and/or I.Relations@ivsgroup.it), so that it is received by the Company at the latest on April 28th, 2015 at midnight (Luxembourg time). On the day of the Meeting, each shareholder must provide proof of his identity during the registration process.

The shareholders who are unable to attend the General Meeting in person:

A shareholder unable to attend the General Meeting in person may give voting instructions to the Chairman of the General Meeting or to any other person of his choice or may submit their votes in writing as follows:

- In case of holders whose ownership is directly recorded in the Company's shareholders' register: the shareholder must send a completed, signed and dated attendance proxy and voting form (attached to the convening notice) to the registered office of the Company, indicating that he/she/it is appointing a proxy or submitting his/her/its vote in writing, as the case may be, so that it is received by the Company on April 28th, 2015 at midnight (Luxembourg time) at the latest.

- In case of holders whose ownership is indirectly recorded through a securities settlement system: each shareholder must contact the custodian of his/her/its shares, indicating that he wishes to give voting instructions for the General Meeting and request a certificate of participation proving his shareholder status at the date of the request. The certificate of participation together with the completed, signed and dated attendance proxy and voting form must be sent to the registered office of the Company, so that it is received by the Company on April 28th, 2015 at midnight (Luxembourg time) at the latest. The attendance proxy and voting form will indicate whether the shareholder is appointing a proxy or submitting his vote in writing. The attendance proxy and voting form may be downloaded from the Company's website www.ivsgroup.it or obtained directly from the registered office of the Company upon request addressed to the registered office of the Company or by email sent to Investor.Relations@ivsitalia.com and/or I.Relations@ivsgroup.it.

MISCELLANEOUS

It should be noted that:

Any shareholder having returned to the Company the completed, signed and dated attendance proxy and voting form has the possibility of selling all or some of his/her/its shares before the General Meeting.

However, if the sale takes place before April 28th, 2015 at midnight, Luxembourg time (the Record Date), the Company shall invalidate or modify accordingly (as applicable) the attendance proxy and voting form. Accordingly, the authorised custodian notifies the sale to the Company and transmits to it the necessary information. No sale and no operation carried out after April 28th, 2015 at midnight, Luxembourg time, whatever the means used, will be notified by the authorised custodian or taken into consideration by the Company, notwithstanding any agreement to the contrary.

A copy of the documentation related to the General Meeting is available at the registered office of the Company and on the Company's website www.ivsgroup.it. Shareholders may obtain free of charge a copy of these documents at the Company's registered office or by e-mail by sending a request (attached hereto) to Investor.Relations@ivsitalia.com and/or I.Relations@ivsgroup.it.

For more information, please:

- visit our website www.ivsgroup.it;
- contact the Company Secretary on the following numbers:
(+352.2255051 or +39.035301695 or +39.335.6513818), from 10 a.m. to 6 p.m. (Luxembourg time) from Monday to Friday;
- send us an email to the following address: Investor.Relations@ivsitalia.com and/or I.Relations@ivsgroup.it

10th April 2015

THE BOARD OF DIRECTORS .

Référence de publication: 2015052664/180.

Wampum, Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 94.131.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 21 avril 2015 à 11.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Ratification de la nomination, par le Conseil d'Administration du 23 décembre 2014 de M. Jean-Charles THOUAND, Administrateur,

- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015047513/755/20.

Managed Funds Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 81.144.

The shareholders of the Company are invited to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(hereinafter "the Meeting") to be held on *19 May 2015* at 11:30 CET at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the common draft terms of Merger drawn up in accordance with Article 261 (1) and (2) of the 1915 Law and to be published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, on 18 April 2015, in accordance with Article 262 (1) of the law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "1915 Law").
2. Approval of the explanatory memorandum to the proposal for the Merger of the Company into NN (L) drawn up in accordance with Article 265 of the 1915 Law explaining the common draft terms of Merger and setting out the legal and economic grounds for them.
3. Acknowledgement of the accomplishment of all then applicable formalities prescribed in Article 267 (1) a), b) and e) of the 1915 Law in relation to the right of each shareholder to inspect the Merger documentation at the registered office of the Company at least one month before the date of the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company.
4. Approval of the examination carried out and the report drawn up by the independent auditor in accordance with Article 266 (1) of the 1915 Law.
5. Approval of the merger by absorption between Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 5, a sub-fund of the Company (the "Contributing Sub-Fund") into NN (L) First Class Multi Asset (the "Receiving Sub-Fund"), a sub-fund of NN (L), a Société d'Investissement à Capital Variable, with registered office at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, and registered with the Luxembourg register of companies and commerce under number B 44.873 ("NN (L)") as the absorbing company, and allocation of the merger costs to the Alternative Investment Manager.
6. Approval of the merger by absorption between Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 10 a sub-fund of the Company (the "Contributing Sub-Fund") into NN (L) First Class Multi Asset (the "Receiving Sub-Fund"), a sub-fund of NN (L), and allocation of the merger costs to the Alternative Investment Manager.

The absorption of the Company's Sub-Funds into the Receiving Sub-Fund shall be done as described below:

Contributing Sub-Funds and share classes	Receiving Sub-Fund and share classes
Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 5	NN (L) First Class Multi Asset
A CAP EUR	P CAP EUR
LU0290137057	LU0809674541
A CAP USD (Hedged)	P CAP USD (Hedged)
LU0290136240	LU1175220752
I CAP EUR	I CAP EUR
LU0290136083	LU0809674202
I CAP USD (Hedged)	I CAP USD (Hedged)
LU0290135788	LU1175220679
Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 10	NN (L) First Class Multi Asset
A CAP EUR	P CAP EUR
LU0290137560	LU0809674541
A CAP USD (Hedged)	P CAP USD (Hedged)
LU0290136836	LU1175220752
I CAP EUR	I CAP EUR
LU0290137305	LU0809674202
I CAP USD (Hedged)	I CAP USD (Hedged)
LU0290136596	LU1175220679

With effect on 19 May, 2015 or as soon as possible thereafter, the applicable exchange ratio between the shares of the Contributing Sub-Funds and the new shares of the Receiving Sub-Fund shall be determined on the basis of

the Net Asset Value of the Contributing Sub-Funds/share classes and the Receiving Sub-Fund, as outlined in the merger documentation.

7. Dissolution without liquidation of the Contributing Sub-Funds and the Company and subsequent cancellation of all the outstanding shares inscribed in the books of Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A. at the date of the Merger which will be replaced by shares of the respective sub-fund of NN (L) First Class Multi Asset in accordance with Article 274 (1) of the 1915 Law.
8. Discharge of the members of the Board of Directors of the Company and determination of the place where the books and records of the Company will be kept for a period of five years.
9. Effectiveness of the merger as at 19 May 2015 or at any other date thereafter (hereinafter the “Effective Date”).

The cost associated with the Merger will be supported by the Alternative Investment Fund Manager.

The reason for Merger is that the overall product streamlining of NN Investment Partners Group pertaining its worldwide distribution of investment funds and the higher assets resulting from a merger would (a) optimize the product offering and generate economy of scale and (b) lower the costs borne by the shareholders with more efficient usage of fund management resources; therefore the merger of the Contributing Sub-Funds with the Receiving Sub-Fund would benefit to the shareholders of the Contributing Sub-Funds.

On 19 May, 2015, the Effective Date, the shareholders of the Contributing Sub-Funds not wishing to redeem their shares will receive new shares, free of charge, in the respective Receiving Sub-Fund. Exchange ratio will be calculated on basis of the net asset value per share of the Contributing Sub-Fund set in relation to the net asset value of the Receiving Sub-Fund on the Effective Date, upon validation of an independent auditor.

Following the contribution of all assets and liabilities and the share exchange mentioned above on the Effective Date, the Contributing Sub-Funds and the Company will be dissolved without liquidation as of the Effective Date.

Shareholders of the Contributing Sub-Funds should note that the investment policies of the Contributing Sub-Funds differ from the investment policy of the Receiving Sub-Fund:

Objective and Investment Policy Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 5 and Managed Funds Portfolio - Serenity VSX 10:

The objective of the Contributing Sub-Funds is to obtain long-term absolute performance by investing in a diversified portfolio composed primarily of any type of fixed-income securities and/or money market instruments and/or equities and/or any type of traditional or alternative funds or funds of funds, and on an ancillary basis in cash.

Fixed-income securities primarily include (but are not limited to) bonds, convertible bonds, inflation-linked bonds, mortgage pass-through securities, collateralised mortgage obligations, mortgage-backed securities, variable-rate bonds and asset-backed securities.

If it invests in other target investment funds or funds of funds, the Sub-Funds must ensure that the securities portfolios of those target investment funds or funds of funds have the appropriate liquidity features to enable the Sub-Funds to meet their redemption obligations to their investors.

Investors' attention is drawn to the fact that if it invests in other target investment funds, additional fees may be charged because fees applicable to those target investment funds may be added to the usual fees applicable to the Sub-Funds.

Objective and Investment Policy of NN (L) First Class Multi Asset:

The Receiving Sub-Fund aims to deliver attractive returns under all market circumstances by investing in assets classes as defined in the prospectus. At all times the sub-fund will mainly invest in a combination of investment grade debt, cash equivalent, and short term debt. The Sub-Fund may also invest, on an ancillary basis, in other asset classes as defined below (with maximum 20% of the sub-fund's net assets in Asset-Backed and mortgage backed securities).

Eligible investments

The Sub-Fund may invest in transferable securities (including warrants on transferable securities up to a maximum of 10% of the Sub-Fund's net assets), bonds, equities, money market instruments, 144A securities, units of UCITS and other UCIs and deposits, as described in the full prospectus in Part III, Chapter III “Investment Restrictions”, Section A “Eligible investments”. Investments in asset-back securities will however be limited to 20% and investments in UCITS and UCIs may not exceed a total of 10% of the net assets.

Where the Sub-Fund invests in warrants on transferable securities, the Net Asset Value may fluctuate more than if the Sub-Fund were invested in the underlying assets because of the higher volatility of the value of the warrant.

The Sub-Fund may be exposed to various exchange risks linked to investments in securities denominated in currencies other than that of the Sub-Fund or in derivative instruments with underlying exchange rates or currencies.

With a view to achieving the investment objectives, the Sub-Fund may also use derivative financial instruments including, but not limited to, the following:

- options and futures on transferable securities or money market instruments
- index futures and options
- interest rate swaps, futures and options
- performance swaps
- credit default swaps

- forward currency contracts and currency options.

The risks linked to this use of derivative financial instruments for purposes other than hedging are described in the full prospectus in Part III, Chapter II “Risks linked to the investment universe: detailed description”.

The table below is a comparison of keys features of the merging sub-funds:

	Contributing Sub-Funds	Receiving Sub-Fund
Reference Currency	EUR	EUR
Subscription Charge	Class A: Maximum 5% Class I: Maximum 5%	Class I: Maximum 2% Class P: Maximum 3%
Redemption Charge	Nil	Nil
Conversion Charge	Nil	Class I: Nil Class P: 3% in Belgium and 1% elsewhere
Management Fee	Class A: Maximum 1% Class I: Maximum 1%	Class I: Maximum 0.60% Class P: Maximum 1%
Ongoing Charges	Managed Funds Portfolio - Serenity VSX	
	5:	
	Class A CAP EUR: 1.62%	
	Class A CAP USD (Hedged): 1.56%	
	Class I CAP EUR: 1.61%	Class I CAP EUR: 0.81 %
	Class I CAP USD (Hedged): 1.61%	Class I CAP USD (Hedged): 0.76%
	Managed Funds Portfolio - Serenity VSX	
	10:	
	Class A CAP EUR: 1.74%	Class P CAP EUR: 1.35%
	Class A CAP USD (Hedged): 1.75%	Class P CAP USD: (Hedged): 1.30%
	Class I CAP EUR: 1.71 %	
	Class I CAP USD (Hedged): inactive	
Fixed Service Fee	Nil	Class I: 0.15% Class P: 0.25%
	Class A: 10% Class I: 10% 10% of the outperformance.	
Performance Fee	The hurdle rates are the US 3-month treasury bill for shares denominated in USD and the German 3-month treasury bill for shares denominated in EUR.	Nil
Minimum Investment Amount	Class A: Nil Class I: 250,000	Class I: EUR 250,000, which may be spread over all the ING (L) sub-funds Class P: Nil
Minimum Holding Amount	Class A: Nil Class I: 250,000	Class I: EUR 250,000, which may be spread over all the ING (L) sub-funds Class P: Nil
Management Company	NN Investment Partners Luxembourg S.A.	NN Investment Partners Luxembourg S.A.
Investment Manager	NNIP Asset Management B.V	NNIP Asset Management B.V
Central Administration	NN Investment Partners Luxembourg S.A.	NN Investment Partners Luxembourg S.A.
Custodian	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.	Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.
Auditor	Ernst & Young S.A.	Ernst & Young S.A.

Shareholders of the Contributing Sub-Funds should note that there may be a possible dilution in performance caused by the merger.

Additionally, shareholders of the Contributing Sub-Funds/Share-Classes should note that the financial year and the date of the ordinary general meeting of NN (L), the absorbing Fund differ from the financial year and the date of the ordinary general meeting of the Company. The date of the ordinary general meeting financial year of the absorbing Fund is the fourth Thursday of January at 14:00 CET and its financial year is from 1st October to 30 September of the following year.

The annual and semi-annual reports including the Receiving Sub-Fund are available to shareholders, respectively four months and two months after the end of the preceding financial period, respectively, on www.nnip.com website or at

the registered office of the Company. Copies of the auditor's merger report and of the depositary's statement, can be obtained free of charge upon request.

The "Key Investor Information Documents" for the share classes of the Receiving Sub-Fund are available on www.nnip.com website or at the registered office of the Company.

Shareholders are encouraged to seek advice of a tax expert in their respective countries regarding the potential taxation impact resulting from the Merger.

The issue of Shares in the Contributing Sub-Funds will be suspended with effect as of 12 May, 2015. Accordingly, subscription and conversion applications in the Contributing Sub-Funds can be submitted up to the last cut-off at 3.30 p.m. Luxembourg time on 1 May, 2015.

Shareholders will be able to redeem their shares free of charges in the Contributing Sub-Funds until 12 May, 2015, i.e. redemption applications can be submitted up to the last cut-off at 3.30 p.m. Luxembourg time on 1 May 2015. Any redemption applications in the Contributing Sub-Funds received after 3.30 p.m. Luxembourg time on 1 May 2015 will not be processed and any such redemption requests should be submitted to the Receiving Sub-Fund on or after 20 May 2015.

The Meeting will validly deliberate on the agenda only if at least 50% of the issued share capital of the Company is present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by shareholders of the Company at the Meeting. Each share is entitled to one vote.

If the quorum is not reached, another Extraordinary General Meeting shall be convened on/or around 30 June 2015. The second Extraordinary General Meeting shall validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case shareholders cannot attend the Meeting, they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of NN Investment Partners Luxembourg S.A., at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, not later than 18 May 2015 at 05.00 p.m. Luxembourg time by fax (fax number: (+352) 26 19 68 40), followed by the original by regular mail.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015053370/755/203.

Fotex Holding, Société Européenne.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 146.938.

Fotex Holding, Société Européenne notifies its Shareholders that the

ANNUAL GENERAL MEETING

will be held on 14th May 2015 at 14:30 o'clock (Luxembourg time) at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the report established by the Board of Directors of the Company concerning the Company's annual statutory accounts as at December 31st, 2014 and the consolidated financial statements as at December 31st, 2014;
2. Presentation and approval of the report established by the Auditors of the Company concerning the Company's annual statutory accounts as at December 31st, 2014 and the Company's consolidated financial statements as at December 31st, 2014;
3. Presentation and approval of the Company's annual statutory accounts as at December 31st, 2014 and the consolidated financial statements as at December 31st, 2014;
4. Allocation of the results;
5. Decision on distribution of dividends for the ordinary shares and on the date of the payment of dividends;
6. Discharge to the Board of Directors, the Audit Committee;
7. Election of the Board of Directors, establishment of their remuneration;
8. Election of the Audit Committee, establishment of their remuneration;
9. Election of the Statutory Auditor to audit the statutory annual accounts of the Company;
10. Election of the Auditor to audit the consolidated financial statements of the Company;
11. Miscellaneous.

Any shareholder who holds one or more ordinary shares (actions ordinaires) of the Company on April 29th, 2015 at 24:00 (Luxembourg time) shall be admitted to vote at the general meeting of the shareholders (also referred to as the "Meeting"). This date is the day of the proof of share ownership (the "Record Date"). The deposit of the shares after the record date is not requested by the Company to the exercise of voting rights.

The precondition of the voting is the registration of the shareholder's ownership right in the stock register.

Shareholders who wish to attend the Meeting in person, or a corporate shareholder wishing to send an authorised representative to attend the Meeting in person on its behalf, should notify the Company by returning the information letter to the Company (by mail at Fotex Holding, Société Européenne, 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg or by fax at +352 271 127 200 or by e-mail at info@fotex.lu) by no later than 24:00 on the Record Date mentioned above of that fact and, in the case of an authorized representative, supply evidence of the authority given to that person to represent the relevant shareholder. Only information letter forms provided on the website of the Company (www.fotex.lu) shall be used and shall be taken into account.

Shareholders should also provide the Company with the relevant documentation evidencing their ownership of the shares by no later than May 6th, 2015 at noon. Such documentation may be submitted to the Company by mail at Fotex Holding, Société Européenne, 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg or by fax at +352 271 127 200 or by e-mail at info@fotex.lu.

In the event that any shareholder votes through proxies, the proxy form has to be deposited at the registered office of the Company no later than May 6th, 2015 at noon. The proxy may be submitted to the Company by mail at Fotex Holding, Société Européenne, 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg or by fax at +352 271 127 200 or by e-mail at info@fotex.lu. Only proxy forms provided on the website of the Company (www.fotex.lu) shall be used and will be taken into account.

The registration of the shareholders will start at the place of the Meeting half an hour before the opening of the Meeting.

The voting paper authorizing its holder to vote can be taken at the time of registration. The Company issues the voting paper for the shareholder or his/her proxy, if the shareholder or his/her proxy verifies his/her identity by an identity card or passport or, in case of companies, original company registration documents and specimen of signature during the registration interval preceding the Meeting itself.

Every certificate of a share of EUR 0.42 face value entitles a shareholder to one vote in the Meeting. A shareholder can vote with his voting paper indicating the strength of the voting power to be exercised in the Meeting.

One (1) or more shareholders holding together at least five (5) % of the share capital of the Company have the right to put items on the agenda of the Meeting and to table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of the Meeting.

These requests must be in writing and sent to the Company by postal services or electronic means at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg or at info@fotex.lu. They must be accompanied by a justification of draft resolution to be adopted in the Meeting. Furthermore, they must indicate the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of these requests.

In addition, these requests must be received by the Company not later than on the twenty-second (22) day prior to the date of the Meeting. The Company shall acknowledge receipt of the requests within forty-eight (48) hours from receipt.

The Company then has to publish a revised agenda not later than on the fifteenth (15) day prior to the date of the Meeting.

All the documents which will be submitted to the Meeting are available on the website of the Company (www.fotex.lu).

Luxembourg, April 10th, 2015.

FOTEX HOLDING
Société Européenne
The Board of Directors

Référence de publication: 2015052795/73.

Altice West Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.377.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 178.002.

L'an deux mille quinze, le trente-et-un mars,

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU

La société ALTICE HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.906 (ci-après «AH») dûment représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

AH, représentée comme décrit ci-dessus, prie le notaire soussigné d'acter qu'elle est l'associé unique (l'"Associé Unique") de la société ALTICE WEST EUROPE S.à r.l., ayant son siège social au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 178.002, constituée suivant un acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch sur Alzette, en date du 5 juin 2013, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 1879 du 3 août 2013 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par Maître Francis Kessler, précité, en date du 25 août 2014, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 2982 du 16 octobre 2014 (la «Société»).

Ladite partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique de la Société, a demandé au notaire instrumentant d'acter que:

(i) les dispositions légales relatives aux fusions ont été respectées de la manière suivante:

a. Un projet commun de traité de fusion-absorption (le «Projet de Fusion») a été établi conjointement par le président de ALTICE BLUE ONE S.A.S., société par actions simplifiée de droit français au capital de EUR 4.337.000,-, ayant son siège social au 66, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris, France, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 509 543 997 (ci-après la «Société Absorbée») et par le conseil de gérance de la Société en date du 17 février 2015. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 483 du 21 février 2015 et au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales A numéro 20150042 du 28 février 2015, soit plus d'un mois avant les présentes résolutions.

b. Un rapport explicatif (le «Rapport Explicatif de la Société») a été rédigé et émis le 19 février 2015 par le conseil de gérance de la Société Absorbante décrivant les principes et modalités de la fusion, les raisons de la fusion, les conséquences de la fusion pour les associés et les organes de gestion, ainsi que les conséquences de la fusion pour les employés et créanciers.

c. En conformité avec l'article 266 de la Loi, la Société Absorbée et la Société ont été dispensées à l'unanimité des associés de procéder à la nomination d'un expert indépendant.

d. Conformément à l'article 271 de Loi, le notaire instrumentant a, en vue d'effectuer le contrôle de légalité qui lui incombe, reçu un certificat attestant de l'accomplissement par la Société Absorbée des formalités lui incombant en vertu du droit français, établi par le Greffe du Tribunal de Commerce de Paris en date du 19 mars 2015 (le «Certificat»). Ledit Certificat, après avoir été signé ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

(ii) Une copie de la lettre confirmant la mainlevée des nantissements de 1^{er} rang, de 2^{ème} rang, de 3^{ème} rang et de 4^{ème} rang portant sur les Actions (tel que défini ci-après) consentis au bénéficiaire Citibank N.A., London Branch («Citibank»), émise par Citibank le 31 mars 2015 et contresignée par la Société (la «Mainlevée») a été remise au notaire instrumentant.

(iii) Le Projet de Fusion ainsi qu'un état comptable au 31 décembre 2014 de chacune des sociétés qui fusionnent, ont été rendus disponibles aux associés desdites sociétés un mois avant la date de la présente assemblée conformément à l'article 267 de la Loi.

(iv) Une attestation de la Société certifiant la disponibilité desdits documents, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire de la partie comparante, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a ensuite demandé au notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Après avoir constaté que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi, ainsi que la Mainlevée, ont été dûment accomplies, l'Associé Unique approuve le Projet de Fusion tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 483 du 21 février 2015 et au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales A numéro 20150042 du 28 février 2015.

La fusion sera réalisée, deviendra effective et elle sera opposable aux tiers à la date de publication au Mémorial C des présentes résolutions concordantes prises par l'Associé Unique de la Société.

Deuxième résolution

L'Associé Unique reconnaît et approuve pour autant que de besoin le fait que conformément au Projet de Fusion, l'intégralité des droits et obligations de la Société Absorbée, et notamment mais non exclusivement les quatre millions trois cent trente-sept mille (4.337.000) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune émises par la Société Absorbée et détenues par la Société (les «Actions»), sera transférée à la Société.

L'Associé Unique décide de procéder à l'annulation des Actions.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide et approuve que les documents et pièces comptables relatifs à la Société Absorbée resteront conservés pendant une période de cinq (5) ans au siège social de la Société Absorbante.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir à tout gérant de la Société ou à tout avocat de l'étude LUTHER à Luxembourg, d'agir au nom et pour le compte de la Société, (i) afin d'accomplir toutes formalités nécessaires auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, (ii) de signer pour le compte de la Société tous documents, à l'effet de la réalisation des points mentionnés à l'ordre du jour de la présente assemblée, (iii) et plus généralement d'accomplir toute action en rapport avec les présentes résolutions.

Déclaration

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentaire déclare qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet de Fusion.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en date nommée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire de la comparante, connue du notaire par ses nom, prénoms, état civil et domicile, le Mandataire de la comparante a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: AFONSO-DA CHAO CONDE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 01/04/2015. Relation: EAC/2015/7611. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 03/04/2015.

Référence de publication: 2015051529/90.

(150059445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Share, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 28.744.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 20 avril 2015 à 10h00 au siège social de la Société, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant :

Agenda:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.12.2014
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité simple des voix exprimées des actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée.

Les détenteurs d'actions au porteur de la Société sont tenus de déposer ces actions auprès de Banque Degroof Luxembourg S.A. (ci-après "BDL") agissant en tant que dépositaire au sens prévu par l'article 42 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après la "Loi de 1915").

Les droits afférents aux actions au porteur ne pourront être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès de BDL conformément à l'article 42 de la Loi de 1915.

Toute action au porteur qui n'aura pas été déposée auprès de Banque Degroof Luxembourg S.A. au 18 février 2016 sera rachetée suivant les termes du prospectus et le prix de rachat sera déposé auprès de la Caisse de consignation.

Le rapport annuel est disponible sur demande, et sans frais, auprès du siège social de la Société.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015048899/755/30.